

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

Association Sport Impact

**Audit Financier du programme « TAGGAT 2026 »
Renforcement des capacités du mouvement sportif
sénégalais**

Convention de financement AFD N° CSN 1801 01 B

**Exercice clos le 31 Décembre 2024
(Période allant du 01 Janvier 2024 au 31 Décembre 2024)**

Lettre de mission

Association Sport Impact
Décembre 2024

*Ce document contient 07 pages
Les annexes contiennent 10 pages*

Association Sport Impact
9 Rue Jacques Prevert
92240 MALAKOFF

N/Réf: LM/ASI/2025-04/1956

Contact: Michel Waly FAYE

SAN: 1854398295

Dakar, le 17 avril 2025

Objet : Lettre de mission pour l'audit financier du programme « TAGGAT 2026 » Renforcement des capacités du mouvement sportif Sénégalais, financé par l'Agence Française de développement pour la période allant du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Monsieur,

Nous vous remercions de la confiance que vous nous avez témoignée en envisageant de nous confier, la mission d'Audit du Programme « TAGGAT 2026 » Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais, pour la période allant du 01 Janvier 2024 au 31 Décembre 2024.

1 Votre entité

Le projet est géré par l'Association Sport Impact qui est en charge de la gestion et de l'animation de la plateforme numérique « Sport en Commun ».

2 Normes

La mission que vous envisagez de nous confier est un audit des rapports financiers du projet selon les procédures convenues dans les termes de références de la mission.

Elle sera effectuée conformément aux Normes internationales d'audit (International Standards on Auditing - ISA) développées par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) de l'International Federation of Accountants (IFAC) et la doctrine professionnelle applicable au Sénégal. Il est précisé, en tant que de besoin, qu'au sens du contrat formé par la présente lettre de mission et les conditions générales d'intervention (« CGI ») y annexées, le terme « expert-comptable » fait référence à un auditeur contractuel.

3 Responsabilité de la Direction

Aux termes des conditions contractuelles, la **Direction de l'Association Sport Impact** a la responsabilité d'établir les rapports financiers et de veiller à ce qu'il donne une image fidèle des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet, conformément aux conditions contractuelles applicables.

Nous vous informons, et la **Direction du projet** prend acte, qu'afin de réaliser notre mission d'audit contractuel, nous pourrions :

- Opérer toutes vérifications ou contrôles que nous jugeons opportuns et nous faire communiquer, à ce titre, sur place, toutes les pièces que nous estimerons utiles à l'exercice de notre mission ;
- Recueillir toute information utile à la mission auprès des tiers qui ont accompli des opérations pour le compte de l'entité ;
- Obtenir toute information utile à la mission auprès des auditeurs des entités contrôlées par votre société.

La **Direction de l'entité** préparant les rapports financiers s'engage à nous transmettre, sans restriction, les informations dont elle a connaissance et qui ont trait à l'établissement des comptes audités et à nous donner libre accès aux personnes au sein de votre organisation auprès desquelles nous considérons qu'il est nécessaire de recueillir des éléments probants.

4 Notre mission

4.1 Durée de la mission

Notre mission prendra effet à compter de votre acceptation des termes de la présente Lettre de mission et se terminera à la remise de notre rapport d'audit. Elle portera sur les comptes du projet pour la période commençant le **01 janvier 2024 et se terminant le 31 décembre 2024**.

4.2 Nature et objectif de la mission

Il s'agit d'une **mission d'assurance** de niveau élevé aboutissant à un **rapport d'audit avec une opinion exprimée sous une forme positive**. Elle a pour objectif de vous apporter l'assurance raisonnable mais non absolue que les rapports financiers, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du projet ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément à la **convention financée par l'Agence Française de Développement**.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues la présentation d'ensemble des comptes. Il ne consiste en revanche pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité contrôlée.

4.3 Nature et limites des travaux à mettre en œuvre

La nature des travaux

Selon les termes de références de la mission, ils porteront également sur :

- l'assurance que toutes les dépenses sur l'exercice 2024 ont été encourues conformément aux dispositions prévues dans la Convention de financement et dans les Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers ;
- vérifier les critères d'éligibilité des dépenses reportées dans les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La modification du périmètre, ou toute autre clause de la présente lettre de mission, se fera d'accord parties et signée par les personnes légalement habilitées.

Afin de confirmer les diverses déclarations recueillies au cours de la mission et le fait que toutes les informations importantes nous ont été communiquées, nous demanderons au représentant légal une lettre d'affirmation à la fin de nos travaux.

Les limites de nos travaux

Nous tenons à souligner que, du fait du recours à la technique des sondages et ainsi que des autres limites inhérentes à l'audit et au fonctionnement de tout système comptable et de contrôle interne, nos contrôles ne sauraient couvrir l'exhaustivité des opérations de l'entreprise. Par conséquent, le risque de non-détection d'une anomalie significative ne peut être totalement éliminé.

En outre, dans le cadre de nos travaux, nous prendrons connaissance des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de prendre en considération les facteurs pouvant engendrer des risques d'anomalies significatives dans les comptes et non dans le but de formuler une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ou d'identifier l'ensemble des faiblesses du contrôle interne. Cependant, si de telles déficiences venaient à être relevées lors de nos travaux, nous ne manquerions pas de vous en informer dans les meilleurs délais. Le cas échéant, nous vous soumettrons à la fin de nos travaux un rapport de recommandations résumant les déficiences que nous aurions relevées.

4.4 Exécution et déroulement de la mission

Notre mission sera exécutée sous la direction de Seydina Issa NDIAYE, Expert-Comptable, qui pourra se faire assister en cas de besoin par d'autres intervenants du cabinet.

Pour l'exercice considéré, nous vous proposons d'intervenir selon le planning suivant :

- Période de l'audit sur le terrain : du 28 Avril au 02 Mai 2025 ;
- Rapports provisoires : 16 Mai 2025 ;
- Rapports définitifs : 22 Mai 2025.

Ce planning peut faire l'objet de modification par commun accord entre les parties prenantes.

Nous comptons sur votre coopération et sur celle de votre équipe pour nous communiquer les informations et les documents nécessaires pour effectuer notre mission dans de bonnes conditions.

Il convient de préciser que les travaux effectués dans le cadre de cet engagement avant la signature de cette lettre de mission sont couverts par le présent accord.

Nous pourrions procéder au remplacement de personnel-clé durant la réalisation de la mission après notification écrite adressée à vous. Le remplacement se fera pour des raisons indépendantes de notre volonté (Maladie, décès, départ de la firme, conflit d'intérêt...). Dans de tels cas, aux fins de remplacement, nous fournirons une personne de qualification égale au même taux de rémunération.

À l'issue de nos travaux, nous établirons un rapport d'audit sur la convention du projets à auditer, auquel les comptes considérés seront annexés.

5 Honoraires

Nos honoraires seront facturés au forfait, soit **3 000 000 FCFA HT**, soit **4 573,47 Euros**.

Les frais de déplacement, de chancellerie et autres débours, estimés à **200 000 FCFA** soit **304,89 Euros**, vous seront facturés en sus en fonction des dépenses engagées. Les autres dépenses comportent, à titre d'exemple, les notes téléphoniques et les frais relatifs à la préparation, l'envoi et la reproduction de nos rapports.

Les honoraires se portent ainsi à un total de **3 200 000 F CFA HT** soit **4 878,37 Euros**.

Cette proposition repose sur des conditions de déroulement normal de nos travaux et sur l'assistance active de vos services. Au cas où nous rencontrerions des difficultés particulières en cours de mission, nous pourrions être amenés à réviser cette estimation et le calendrier présenté au paragraphe 2 ci-avant.

Selon la pratique habituelle, nous vous proposons de vous faire parvenir des demandes d'acomptes sur honoraires sur la base de 2 factures (1 acompte, 1 solde) selon le calendrier ci-dessous :

- **Acompte : 50%** la signature de la lettre de mission ;
- **Solde : 50%** à la remise des rapports définitifs.

La mise en œuvre de notre mission nécessite une communication régulière et de bonne qualité entre l'ensemble du personnel de votre société et nous-mêmes. Nous insistons particulièrement sur le respect des dates indiquées pour nous permettre d'accomplir notre mission dans les meilleures conditions.

Nous vous rappelons que nos factures sont payables à réception.

Nous pouvons être amenés à réaliser, à votre demande, d'autres interventions, dans le cadre de services autres que la certification des comptes, non couvertes par la présente lettre. Les termes et conditions de ces interventions feront l'objet d'une lettre séparée et donneront lieu à une facturation distincte complémentaire.

6 Divers

6.1 Implémentation de la norme de Qualité ISQM1

KPMG a débuté l'implémentation de la nouvelle norme Qualité ISQM 1 éditée par l'IAASB (International Auditing and Assurance Standards Board). Cette évolution réglementaire de notre activité, nous oblige à revoir l'organisation de notre mission. A cette fin, les actions suivantes ont été définies au sein de notre réseau :

- L'obtention avant le démarrage de nos interventions :
 - d'une partie significative (au moins 80%) de la documentation demandée ainsi que les pièces justificatives y afférentes ;
 - de la balance générale définitive d'audit intégrant toutes les écritures d'inventaire.

Dans les cas où ces conditions viendraient à ne pas être respectées, nous ne serons pas en mesure de démarrer nos travaux aux dates initialement prévues et devront convenir de nouvelles dates d'intervention qui dépendront de la disponibilité de nos équipes.

7 Relations contractuelles

La présente lettre de mission et les annexes listées ci-après, y compris les CGI susvisées, constituent l'intégralité des accords intervenus entre les parties et forment un ensemble contractuel indissociable.

Tout aménagement devant éventuellement être apporté aux missions définies ci-dessus sera préalablement arrêté d'un commun accord.

En cas de contradiction entre leurs termes, les dispositions de la lettre de mission prévaudront sur celles des CGI.

Si l'une quelconque des dispositions de l'un ou l'autre des documents contractuels précités était réputée, rendue ou déclarée nulle, illégale ou non exécutoire à quelque titre que ce soit au regard de la loi ou de la réglementation applicable ou selon la décision d'une juridiction compétente, les parties se concerteront pour convenir d'une stipulation remplaçant la stipulation invalide et permettant d'atteindre, dans la mesure du possible, le but visé par la clause d'origine, toutes les autres stipulations continuant à recevoir pleine application et plein effet.

Nous vous serions obligés de bien vouloir nous retourner un exemplaire de la présente lettre de mission revêtue (i) de votre paraphe sur chaque page y compris les annexes, et (ii) de votre signature en dernière page de la lettre de mission, précédée de la mention manuscrite « **lu et approuvé, bon pour accord** ».

Nous restons à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information que vous pourriez souhaiter et vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de nos salutations distinguées.

Seydina Issa NDIAYE

Associé


Immeuble Indépendance Ex-Hôtel Indépendance
2, Place de l'Indépendance 10ème Etage
Dakar - Sénégal
NINEA : 2248674 253 - RC : SN DKR 2003 B 4225

Bon pour accord, pour le compte de l'Association Sport Impact Française qui reconnaît et accepte les termes de la présente et de ses annexes

Association Sport Impact


Monsieur Nelson CAMARA

Président et Associé Unique

ASSOCIATION SPORT IMPACT
9 Rue Jacques Prévert
92240 Malakoff - FRANCE
SIRET : 905 364 485 00011

Le 17 Avril 2025

Pièces jointes :

Annexe 1 : Conditions générales d'intervention

Annexe 1 – Conditions Générales d'Intervention

1 Domaine d'application et définitions

Les présentes conditions générales d'intervention (ci-après les « CGI ») sont applicables aux conventions portant sur la mission conclue entre KPMG, membre de l'Ordre des experts-comptables, et son Client (ci-après le « Client »). Le Client reconnaît qu'il contracte en qualité de professionnel¹ et que la lettre de mission annexée constitue un contrat de prestations de services en rapport direct avec ses activités professionnelles.

Les présentes Conditions Générales d'Intervention annexées à la lettre de mission définissant les modalités d'intervention (ci-après la « Lettre de mission ») constituent ensemble le contrat entre les parties (ci-après le « Contrat »).

« **Autres personnes de KPMG** » désigne les Représentants de KPMG qui ne font pas partie de l'Équipe.

« **Entités membres du réseau KPMG** » désigne toute entité indépendante adhérente de KPMG International Coopérative, une entité de droit suisse, via sa participation au réseau de cabinets membres indépendants, auquel KPMG est affilié.

« **Équipe** » désigne le ou les Représentants de KPMG (en excluant les sociétés ou entités) intervenant dans le cadre de la Mission, y inclus, le cas échéant, les sous-traitants de KPMG.

« **Livrables** » désigne, quel qu'en soit le support, les éléments oraux ou écrits communiqués au Client, résultant des Prestations réalisées.

« **Prestations** » ou « **Mission** » désigne les services devant être fournis par KPMG conformément aux termes de la Lettre de mission et aux présentes CGI.

« **Réglementation applicable en matière de Protection des Données Personnelles** » désigne les dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à la protection des données personnelles, notamment la loi N° 2008-12 du 25 janvier 2008 relative à la protection des données à caractère personnel au Sénégal et les procédures de KPMG relatives à la protection des données personnelles.

« **Représentants de KPMG** » désigne (i) KPMG, ses associés, directeurs et employés ainsi que (ii) toute entité contrôlée ou détenue par KPMG, ses associés, directeurs et employés ou (iii) toute autre entité en qualité d'Entité membre du réseau KPMG, ses associés, directeurs et employés.

2 Étendue de la Mission

Les Prestations incombant à KPMG sont détaillées dans la Lettre de mission ou la proposition de mission et sont strictement limitées à son contenu. Toute prestation complémentaire devra faire l'objet d'un accord préalable écrit entre les parties.

3 Durée, suspension et résiliation de la Mission

3.1 Durée

Concernant les Missions ponctuelles, et sauf mentions contraires dans la Lettre de mission, la Mission prendra effet à la date de signature de la Lettre de mission et prendra fin à la remise des Livrables au Client par KPMG dans le cadre de la Mission.

Concernant les missions récurrentes, la mission prendra effet à la date de signature de la Lettre de mission pour la durée prévue à la Lettre de mission et sera tacitement renouvelée chaque année pour l'exercice suivant sauf résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant la date de clôture de l'exercice en cours.

¹ Professionnel : défini par l'article liminaire du code de la consommation comme toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui agit à des fins entrant dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, y compris lorsqu'elle agit au nom ou pour le compte d'un autre professionnel.

3.2 Suspension et résiliation

En cas de résiliation au cours de l'exercice comptable, le Client devra verser à KPMG, les honoraires dus pour le travail déjà effectué, majorés d'une indemnité conventionnelle forfaitaire égale au montant le plus élevé entre 25 % des honoraires annuels convenus pour l'exercice en cours et 25% de la facturation établie au titre de la dernière année d'honoraires.

En cas de manquement du Client à ses obligations, KPMG aura la faculté de suspendre sa Mission en informant le Client par tout moyen écrit ou de mettre fin à sa Mission en résiliant de plein droit le Contrat après envoi d'une lettre recommandée demeurée sans effet au terme d'un préavis de trente (30) jours.

Lorsque la Mission est suspendue à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, les délais de remise des Livrables seront prolongés pour une durée égale à celle de la suspension pour autant que KPMG dispose de toutes les informations nécessaires à l'exécution des travaux à réaliser. Pendant la période de suspension, les obligations du Client demeurent applicables, sauf cas de force majeure.

KPMG peut également mettre un terme au Contrat avec effet immédiat et sans indemnité, en cas de changement de loi, réglementation, norme professionnelle, d'événements ou de circonstances, y compris en cas de changement de contrôle du Client, (i) dans la mesure où la poursuite de la Mission mettrait KPMG en situation de non-conformité avec cette loi, réglementation ou norme professionnelle ou (ii) si KPMG avait des raisons légitimes de considérer que la poursuite de la Mission remet en question le respect des règles d'indépendance professionnelle ou génère une situation de conflit d'intérêts irrémédiablement compromise ou (iii) dans la mesure où la poursuite de la Mission contrevient aux règles déontologiques de la profession.

4 Obligations et responsabilités de KPMG au titre de la Mission

4.1 Obligations de KPMG au titre de la Mission

KPMG et l'ensemble de ses salariés sont tenus au secret professionnel dans les conditions prévues à l'article 717 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE. Les informations auxquelles KPMG pourra avoir accès dans le cadre de la Mission seront donc considérées comme confidentielles, à moins qu'elles ne soient tombées dans le domaine public et sans préjudice de l'obligation de divulgation qui pourrait incomber à KPMG sur demande des instances professionnelles ou par suite d'une décision de justice ou à une assignation judiciaire. KPMG pourra également communiquer en toute discrétion de telles informations pour les besoins de son assurance professionnelle, et des Informations Confidentielles pourront être diffusées à d'autres Entités membres du réseau KPMG pour les besoins de réalisation de la Mission ou dans le cadre des procédures de contrôle qualité et de Risk Management. Le cas échéant, KPMG sera également autorisé à retirer ou à faire retirer les noms et les autres éléments permettant d'identifier les sociétés concernées et plus généralement des individus s'y rattachant afin de réaliser des études statistiques. Ces traitements statistiques sont anonymes et s'appuient sur des données agrégées collectées par KPMG dans le cadre des Prestations. Pour les besoins de son activité, KPMG peut être amené à faire savoir qu'il a réalisé des Prestations pour le compte du Client en ne mentionnant alors que le nom du Client et la nature générale des Prestations.

Les Livrables sont adressés au Client, à l'exclusion de tout envoi direct à un tiers, sauf demande de sa part et pour ses seuls besoins internes.

Les documents de travail et les dossiers élaborés par KPMG dans le cadre de sa Mission, y compris les documents et les dossiers électroniques, demeurent la seule propriété KPMG et sont couverts par le secret professionnel.

KPMG effectue la mission qui lui est confiée conformément aux prescriptions de l'OHADA. À ce titre, KPMG réalise les Prestations dans le cadre d'une obligation générale de moyens et met en œuvre les diligences techniques et professionnelles estimées nécessaires, en contrepartie d'un devoir d'information et de coopération de la part du Client.

À l'achèvement de sa mission, les originaux des documents confiés par le Client à KPMG lui seront restitués. Cette disposition ne fait toutefois pas obstacle à la possibilité réservée à KPMG de conserver une copie de tout ou partie de ces documents, ainsi que les copies électroniques conservées suite à une procédure de sauvegarde automatique de données, afin de respecter ses obligations professionnelles de documentation en application des lois, règlements, normes professionnelles et procédures internes applicables, KPMG s'engageant à respecter les conditions de confidentialité attachées à ces copies en vertu des dispositions du présent Contrat et de son obligation légale de secret professionnel.

4.2 Responsabilités de KPMG au titre de la Mission

En application de l'article 2254 du Code civil, la responsabilité civile professionnelle de KPMG ne peut être mise en jeu que sur une période contractuellement définie de trois (3) ans à compter du jour où le Client a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de la mettre en cause. Nonobstant ce qui précède, les actions en responsabilité devront être formées dans un délai de six (6) mois à compter du jour où le Client a connu ou aurait dû connaître les faits lui ayant causé un préjudice, à peine de forclusion.

KPMG ne pourra en tout état de cause, en aucune manière, être tenu responsable de tout dommage indirect (en ce compris notamment pertes d'exploitation, détérioration et/ou perte de données, atteinte à l'image, etc.). En cas de dommage direct subi par le Client dans le cadre de la réalisation de sa Mission par KPMG, le montant total de l'indemnité que KPMG pourrait être amené à verser sera en tout état de cause strictement limité aux honoraires négociés et déjà encaissés.

KPMG ne pourra être tenu responsable des conséquences des fautes commises par le Client ou par les préposés de ce dernier.

Sauf conventions particulières contraires et écrites, KPMG n'a pas à apprécier le bien-fondé des droits et obligations du Client vis-à-vis des tiers au regard des prescriptions légales ou réglementaires.

La responsabilité civile professionnelle de KPMG est couverte par un contrat d'assurance souscrit auprès d'une compagnie d'assurance locale.

La responsabilité de KPMG ne pourra être mise en cause dans les cas suivants :

- Informations incomplètes ou erronées, fournies par le Client lors de la prise en charge du dossier et/ou lors de la transmission des données au cours de la mission,
- Conséquences directes ou indirectes des retards dans la réception par KPMG des informations transmises,
- Production et dépôt tardif des documents et déclarations auprès d'un tiers (salariés, organismes sociaux, administrations fiscales selon les cas, etc.),
- Fautes commises par des tiers intervenant chez le Client.

La responsabilité de KPMG ne saurait être engagée relativement à des Livrables ne comportant pas la signature manuscrite d'un représentant de KPMG et qui ne seraient pas transmis par le canal de la Direction Régionale ou d'un Bureau rattaché à celle-ci.

Les conclusions issues des Livrables ne sont pas destinées à contenir une quelconque forme de garantie sur les résultats, circonstances et/ou événements futurs. L'établissement de prévisions repose sur les hypothèses et estimations du Client, le rôle de KPMG consistant à en vérifier la cohérence et, à ce titre, KPMG ne saurait être tenu pour responsable de leur non-réalisation.

5 Obligations et responsabilités du Client au titre de la Mission

5.1 Obligations du Client au titre de la Mission

Le Client s'engage :

- à fournir à KPMG préalablement au commencement de la Mission, les informations et documents d'identification suivants :
 - un document d'identité officiel en cours de validité comportant la photographie du Client si ce dernier est une personne physique,
 - tout acte ou extrait de registre officiel datant de moins de trois mois constatant la dénomination, la forme juridique, l'adresse du siège social et l'identité des associés et dirigeants et pour chacun des dirigeants un document d'identité officiel en cours de validité comportant sa photographie, si le Client est une personne morale.

Dans le cadre de l'identification du bénéficiaire effectif, le Client s'engage à fournir :

- l'identité du bénéficiaire effectif de la mission et des éléments justifiant cette déclaration,
- la composition et répartition du capital,
- l'identité des membres des organes de direction et d'administration,

- à mettre à la disposition de KPMG, dans les délais convenus, l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'exécution de la Mission,
- à réaliser les travaux lui incombant conformément aux tableaux de répartition des obligations réciproques figurant dans la Lettre de mission,
- à respecter les procédures mises en place pour la réalisation de la mission et notamment le planning d'intervention de KPMG figurant dans la Lettre de mission,
- à porter à la connaissance de KPMG les provisions à constituer, les faits importants ou exceptionnels, ainsi que les engagements susceptibles d'affecter les résultats ou la situation patrimoniale de l'entreprise et à communiquer à KPMG les pièces les justifiant,
- à recevoir, sauf empêchement grave, les experts de KPMG aux dates prévues pour leurs visites,
- à confirmer par écrit, si KPMG le lui demande, que les documents, renseignements et explications fournis sont complets et reflètent fidèlement la situation patrimoniale de l'entité,
- à vérifier que les états et documents produits par KPMG sont conformes aux demandes exprimées et informations fournies par lui-même et à informer KPMG sans retard de tout manquement ou erreur.

5.2 Responsabilité du Client au titre de la Mission

Le Client demeure responsable de la bonne application de la législation et des règlements en vigueur ; KPMG ne peut être considéré comme se substituant aux obligations du Client du fait de cette Mission.

Conformément à la législation en vigueur, le Client doit prendre les mesures nécessaires pour conserver les pièces justificatives et, d'une façon générale, l'ensemble des documents produits par KPMG et la comptabilité pendant les délais de conservation requis par la loi ou le règlement.

Sauf dans les cas expressément prévus dans la Lettre de Mission et sauf cas de divulgation imposée du fait de l'application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision de justice, les Livrables ne sont pas destinés à être copiés, diffusés, cités en tout ou partie sans le consentement préalable écrit de KPMG. Le Client pourra néanmoins communiquer des Livrables à ses avocats ou aux conseils impliqués dans l'opération ou le projet objet des Prestations, sous réserve de les communiquer dans leur version intégrale, et d'indiquer (i) que les conseils ne sont pas autorisés à communiquer les Livrables à des tiers sans le consentement préalable écrit de KPMG, et (ii) que KPMG n'accepte aucune responsabilité vis-à-vis de ces conseils et des autres tiers.

Le Client n'est pas autorisé à modifier les Livrables ni à les utiliser ou à se servir des interventions de KPMG à des fins publicitaires ou comme argument de vente.

Ces mêmes documents ne peuvent être utilisés, sans révision préalable, pour déterminer la valeur de l'entreprise ou des titres de la société. Cette révision ferait, le cas échéant, l'objet d'une lettre de mission spécifique.

Si le Client opte pour la transmission informatique des données fiscales, sociales et comptables, il autorise KPMG à procéder à cette transmission auprès des administrations concernées.

6 Communication et échange de données

6.1 Particularités liées aux comptabilités informatisées

Le Client est tenu d'assurer, par tous moyens usuels, la sauvegarde des données et des traitements informatisés pour en garantir la conservation et l'inviolabilité, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

Le Client demeure responsable des données et des informations enregistrées dans ses systèmes d'information, ainsi que de ses comptes et de ses déclarations fiscales et sociales. En particulier, la direction du Client est tenue de s'assurer qu'elle a pris les mesures nécessaires pour vérifier l'exactitude et l'exhaustivité des déclarations sociales et fiscales soumises aux autorités compétentes.

En tout état de cause, KPMG ne pourra être tenu responsable des conséquences liées à des erreurs de programmation ou des erreurs et fraudes dans l'utilisation des systèmes informatiques du Client qui ne pourraient être mises en évidence par de simples contrôles par épreuves dans la comptabilité.

Conformément à l'article 291 de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant droit commercial général, en cas de non-respect de ces délais de paiement, des pénalités de retard pourraient être appliquées après mise en demeure sur la base du taux d'intérêt légal applicable en matière commerciale, et ce sans préjudice des dommages et intérêts que KPMG peut être fondé à demander en compensation de son préjudice.

8 En outre, est également exigible dans les mêmes conditions, une indemnité équivalente à 5% du montant de la facture pour frais de recouvrement. Déontologie

La qualité de société d'expertise-comptable de KPMG l'oblige à conserver vis-à-vis de ses Clients une stricte indépendance. Si pour des raisons déontologiques KPMG était dans l'impossibilité d'accepter ou de suivre certaines interventions, il en informerait le Client et son désistement ne pourrait entraîner des dommages intérêts.

9 Conflits d'intérêts

Il ne peut être demandé à l'Equipe d'avoir connaissance ou d'obtenir des informations, de quelque nature que ce soit, détenues par d'Autres personnes de KPMG L'Equipe n'est pas autorisée à utiliser ou révéler des informations relatives à d'autres clients de KPMG

Les Représentants de KPMG peuvent fournir des prestations ou être sollicités pour fournir des prestations à une ou d'autres partie(s) dont les intérêts sont en concurrence ou en conflit avec ceux du Client (« Partie(s) concurrente(s) »).

Lorsque les intérêts de la ou des Partie(s) concurrente(s) sont en opposition avec les intérêts du Client au regard de l'objet des Prestations décrites dans la Lettre de mission, alors :

- (i) l'Equipe ne fournira pas concomitamment de prestations pour la ou (les) Partie(s) concurrente(s) ; et,
- (ii) d'autres Représentants de KPMG ne peuvent fournir des prestations à une ou des Partie(s) concurrente(s) que si des mesures de sauvegarde appropriées (« barrières à l'information ») sont mises en place, permettant à KPMG de s'assurer que son devoir de confidentialité envers le Client est respecté.

Si le Client a connaissance qu'un Représentant de KPMG propose ou réalise des services à une ou des Partie(s) concurrente(s), le Client en informera KPMG dans les plus brefs délais.

10 Propriété intellectuelle

Le Client sera propriétaire des supports physiques matérialisant les Livrables à compter du paiement de l'intégralité des honoraires afférents à la Mission. KPMG demeure seul titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents aux Livrables en ce compris le droit de reproduction, de représentation et d'adaptation.

Sous réserve des dispositions de la clause 5.2, le Client ne dispose du droit de reproduction et de diffusion des Livrables que pour son seul usage interne et celui du groupe de sociétés auquel il appartient à l'exclusion de tout autre usage. Le Client demeure seul responsable, notamment vis-à-vis des tiers, de toute modification, adaptation, traduction ou transformation qu'il apporterait aux Livrables sans le consentement de KPMG.

Si la Mission consiste en tout ou partie en la création et/ou la mise à disposition d'un algorithme, d'un logiciel ou de toute autre solution technologique, les droits de propriété intellectuelle y afférents, la titularité et/ou les conditions d'accès et d'usage seront définis dans l'annexe spécifique aux Conditions Générales d'Intervention qui les concerne.

KPMG demeure en tout état de cause seul propriétaire des droits sur les papiers de travail ainsi que du savoir-faire mis en œuvre et/ ou développé dans le cadre de la réalisation de la Mission (en ce y compris notamment la connaissance, l'expérience et les compétences techniques).

Les données contenues dans les fichiers du Client sont et resteront sa propriété. Elles ne pourront être utilisées par KPMG dans un but autre que celui de réaliser la Mission prévue au présent Contrat. Elles ne peuvent être divulguées, transférées, louées, ni d'une quelconque manière cédée, ou exploitées, commercialement par KPMG sans l'autorisation préalable écrite du Client.

Dans le cadre de la réalisation d'autres missions pour le Client ou d'autres clients, KPMG pourra être amené à utiliser, à développer ou à partager avec d'autres Entités membres du réseau KPMG, la connaissance, l'expérience et les compétences techniques acquises au cours de la réalisation de la Mission.

16 Renonciation, nullité partielle, cession et sous-traitance

Le fait pour l'une des Parties de ne pas exercer ou ne pas faire valoir l'un de ses droits n'implique pas une renonciation à l'un quelconque de ses droits.

Si l'une quelconque des dispositions des CGI était tenue pour non valide ou déclaré comme telle au regard de la loi ou de la réglementation applicable ou selon la décision d'une juridiction ou autorité compétente, les autres stipulations du Contrat continueront à s'appliquer de plein droit.

Aucune des Parties ne pourra céder ses droits et obligations découlant du présent Contrat, y compris au sein de son groupe ou à une entité contrôlée, sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Sous réserve du respect des clauses de confidentialité et des dispositions légales en vigueur relatives à la protection des données personnelles, et de l'information préalable du Client, KPMG pourra sous-traiter une partie de ses Prestations à un sous-traitant. La sous-traitance s'entend également par tout recours à une Entité membre du réseau KPMG et de ses propres représentants ou affiliés. En cas de sous-traitance, KPMG pourra être amené à partager avec le(s) sous-traitant(s), en toute discrétion, des Informations Confidentielles dans le cadre de la réalisation de sa mission et demeurera responsable à l'égard du Client de la réalisation des Prestations par le sous-traitant.

En toute hypothèse, le recours à ces sous-traitants n'établissant aucune relation contractuelle entre le Client et lesdits sous-traitants, KPMG demeure seul responsable à l'égard du Client de l'ensemble des Prestations, y compris celles ayant fait l'objet d'une sous-traitance, et, à ce titre, le Client reconnaît qu'il n'intentera aucune action en responsabilité envers aucun sous-traitant externe ni aucune Entité membre du réseau KPMG autre que KPMG.

17 Différends

Les litiges qui pourraient éventuellement survenir entre KPMG et son Client feront l'objet de résolution à l'amiable, avant toute action judiciaire, dans un délai de 45 jours à compter de la notification du litige par la partie plaignante.

18 Droit applicable et attribution de compétence

Le Contrat est régi et interprété selon le droit Sénégalais.

Toute difficulté relative à la conclusion, la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Contrat sera de la compétence exclusive des tribunaux de Dakar.

19 Réclamations

Si à tout moment vous vouliez discuter de la façon dont nous pourrions améliorer nos services ou si vous avez des réclamations à leur sujet, vous pouvez prendre contact avec l'associé signataire de la lettre de mission ou avec Madame Mame Oumy MBENGUE, Senior Partner Sénégal. Nous examinerons toute réclamation sans délai et mettrons tout en œuvre pour remédier aux difficultés soulevées.

Facilitez-vous la compta !

camara nelson
ASSO. SPORT IMPACT← Exercice Comptable →
01/01/2024 - 31/12/2024

Bilan

Actif	N			Paramétrage
	Brut	Amortissements	Net	Net
Actif Immobilisé				
Immobilisation Incorporelle			0.00 €	0.00 €
Immobilisation Corporelle				
- Terrain	0.00 €		0.00 €	0.00 €
- Construction	0.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
- Matériel	3 969.24 €	907.78 €	3 061.46 €	0.00 €
Autres Immobilisations Financières				
- Participation			0.00 €	0.00 €
- Titres			0.00 €	0.00 €
- Prêts			0.00 €	0.00 €
- Cautions			0.00 €	0.00 €
Total 1			3 061.46 €	0.00 €
Actif Circulant				
Créances			0.00 €	0.00 €
Disponibilité Trésorerie			175 112.80 €	-24.73 €
- CAISSE			1 114.71 €	
- BNP PARISBAS			173 998.09 €	
- REVOLUT PRINCIPAL			0.00 €	-24.73 €
- REVOLUT AFD			0.00 €	
Charges Constatées d'Avance			0.00 €	0.00 €
Total 2			175 112.80 €	-24.73 €
Total général			178 174.26 €	-24.73 €

Passif	N	Paramétrage
Fonds Propres		
Fonds Propres Sans Droit de Reprise	0.00 €	0.00 €
Fonds Propres Avec Droits de Reprise	0.00 €	0.00 €
Réserves	0.00 €	0.00 €
Report à nouveau	-24.73 €	-24.73 €
Excédent ou Déficit	178 198.99 €	0.00 €
<i>Situation Nette</i>	<i>178 174.26 €</i>	<i>-24.73 €</i>
Subvention d'Investissement	0.00 €	0.00 €
Total 1	178 174.26 €	-24.73 €
Fonds Reportés	0.00 €	0.00 €
Total 2	0.00 €	0.00 €
Provisions	0.00 €	0.00 €
Total 3	0.00 €	0.00 €
Dettes		
Emprunts auprès d'établissements	0.00 €	0.00 €
Emprunts et Dettes Financières Diverses	0.00 €	0.00 €
Dettes Fournisseurs	0.00 €	0.00 €
Dettes Fiscales et Sociales	0.00 €	0.00 €
Dettes Immobilisations	0.00 €	0.00 €
Autres Dettes	0.00 €	0.00 €
Produits Constatés d'Avance	0.00 €	0.00 €
Total 4	0.00 €	0.00 €
Total général	178 174.26 €	-24.73 €

Facilitez-vous la compta !

camara nelson
ASSO. SPORT IMPACT

← Exercice Comptable →

01/01/2024 - 31/12/2024

Compte de Résultat : Version Cerfa

Début
01/01/2024Fin
31/12/2024

Charges	Montants	Produits	Montants
60-Achat	22 622.16 €	70-Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	0.00 €
Achats d'études et de prestations de services	21 750.24 €	Prestation de services	0.00 €
Achats non stockés de matières et de fournitures	763.45 €	Vente de marchandises	0.00 €
Fournitures non stockables (eau, énergie)	0.00 €	Produits des activités annexes	0.00 €
Fourniture d'entretien et de petit équipement	108.47 €		
Autres fournitures	0.00 €		
61 - Services extérieurs	0.00 €	74- Subventions d'exploitation	300 000.00 €
Sous traitance générale	0.00 €	Etat (ANS, ARS, ...)	300 000.00 €
Locations	0.00 €		
Entretien et réparation	0.00 €	Région(s)	0.00 €
Assurance	0.00 €		
Documentation	0.00 €		
Divers	0.00 €	Département(s)	0.00 €
62 - Autres services extérieurs	92 157.57 €		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	75 520.00 €	Commune(s)	0.00 €
Publicité, publication	762.24 €	subvention communauté de communes et agglomération	0.00 €
Déplacements, missions	15 095.85 €		
Frais postaux et de télécommunications	0.00 €	Organismes sociaux (à détailler)	0.00 €
Services bancaires, autres	779.48 €		
63 - Impôts et taxes	0.00 €	Fédération	0.00 €

Charges	Montants	Produits	Montants
Impôts et taxes sur rémunération	0.00 €	Fonds européens	0.00 €
Autres impôts et taxes	0.00 €	ASP	0.00 €
64- Charges de personnel	6 032.97 €	Autres recettes (précisez)	0.00 €
Rémunération des personnels	6 032.97 €		
Charges sociales	0.00 €	75 - Autres produits de gestion courante	49.46 €
Autres charges de personnel	0.00 €	Dont cotisations	0.00 €
65- Autres charges de gestion courante	50.00 €	76 - Produits financiers	0.00 €
66- Charges financières	0.00 €	77 - Produits exceptionnels	0.00 €
67- Charges exceptionnelles	79.99 €	78 – Reprises sur amortissements et provisions	0.00 €
68- Dotation aux amortissements (provisions pour renouvellement)	907.78 €	79 - Transfert de charges	0.00 €
TOTAL DES CHARGES	121 850.47 €	TOTAL DES PRODUITS	300 049.46 €
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0.00 €	87 - Contributions volontaires en nature	0.00 €
Secours en nature	0.00 €	Dons en nature	0.00 €
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0.00 €	Prestations en nature	0.00 €
Personnel bénévole	0.00 €	Bénévolat	0.00 €
TOTAL DES CHARGES	121 850.47 €	TOTAL DES PRODUITS	300 049.46 €
Résultat : +178 198.99 €			



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
2, Place de l'Indépendance | Sis Immeuble Ex-
Hôtel de l'Indépendance (10e)
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

RAPPORT FINAL

22 Août 2025

AUDIT FINANCIER, DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE, DE PASSATION DES MARCHÉS

Programme « TAGGAT 2026 » : Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais

Convention de financement AFD N° CSN 1801 01 B

Entité auditée	ASSOCIATION SPORT IMPACT
Pays :	Sénégal
Autorité contractante :	ASSOCIATION SPORT IMPACT
Service ou agence de l'AFD :	Agence Française de Développement (AFD) Bureau du Sénégal
Référence du contrat d'audit :	Lettre de mission Audit Taguât LM/SI/2025-04/1942
Dates des précédents rapports d'audit :	Non applicable : il s'agit du premier audit
Auditeur :	KPMG Sénégal
Période couverte par l'audit	du 01 Janvier 2024 au 31 Décembre 2024
Dates des travaux d'audit sur le terrain :	Du 23 au 27 Juin 2025
État d'avancement du Projet:	En cours
Date du rapport provisoire :	14/08/2025 Transmis à l'AFD le 28/08/2025
Date de réponse de l'Autorité contractante / l'AFD :	04/09/2025

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Sport Impact
Programme « TAGGAT 2026 »
Point E – Rond-point Mame Abdoul Aziz Sy
Immeuble El hadji Omar Dia - Dakar, Sénégal
Ce rapport contient 59 pages
Reference : SIN-MIF-CTT-MS/2025-08/6069



SOMMAIRE

Rapport de l'auditeur indépendant : Opinion sans réserve – Audit financier	3
Rapport de l'auditeur indépendant : Opinion sans réserve – Audit du système de contrôle interne	5
1 Contexte et objectifs de l'audit	7
1.1 Contexte de la mission	7
1.2 Programme audité	7
1.3 Objectifs de l'audit	8
2 Déroulement et méthodologie de l'audit.....	9
2.1 Périmètre de l'audit	9
2.2 Principales étapes et dates	10
2.3 Évènements marquants	10
2.4 Procédures d'audit	10
2.4.1. Audit du système de contrôle interne.....	10
2.4.2. Contrôle des dépenses et de l'utilisation des fonds alloués.....	12
3 Résumé de toutes les constatations	16
3.1 Résumé des constatations financières.....	16
3.2 Résumé des constatations relatives au système de contrôle interne.....	18
3.2.1 Résumé des points forts	18
3.2.2 Résumé des points faibles, risques et recommandations.....	18
3.3 Résumé des constatations relatives à la passation des marchés	19
3.4 Données essentielles de l'audit	19
3.5 Suivi des recommandations des audits antérieurs	19
4 Constatations et recommandations	20
4.1 Constatations financières	20
4.2 Constatations relatives au système de contrôle interne	20
4.2.1 Sur les processus de gestion financière et administrative	21
4.2.1.1 Gestion de la trésorerie	21
<u>Annexe 1</u> : Rapport d'exécution budgétaire.....	22
<u>Annexe 2</u> : Liste des dépenses auditées	23
<u>Annexe 3</u> : Liste des personnes contactées	24
<u>Annexe 4</u> : Questionnaire d'audit renseigné	26
<u>Annexe 5</u> : Termes de référence de la mission	31



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
2, Place de l'Indépendance | Sis Immeuble Ex-
Hôtel de l'Indépendance (10e)
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

Rapport de l'auditeur indépendant : Opinion sans réserve – Audit financier

Autorité contractante : Association Sport Impact,
Rue Jacques Prévert, 92240 Malakoff, Paris (France)

Conformément à nos termes de référence (TDR), nous avons audité les dépenses et les recettes déclarées dans les états financiers de l'exercice clos au **31 décembre 2024** programme intitulé **Programme « TAGGAT 2026 » : Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais**, le « **Programme** », couvrant la période du **01 janvier au 31 décembre 2024**, figurant à l'annexe 1. Ce rapport a été établi conformément aux conventions de financement de **Subvention AFD N° CSN 1801 01 B** établie entre l'**Agence Française de Développement (AFD)** et l'**Association Sport Impact**.

Nos constatations sont présentées dans les parties prévues à cet effet de notre rapport, qui est exclusivement destiné à l'**Association Sport Impact** à l'**Agence Française de Développement (AFD)** et vise à donner l'assurance que les fonds alloués au **Programme « TAGGAT 2026 » : Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais**, ont été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables précisées à la section 2.1 de notre rapport, ainsi qu'à faciliter la détermination, avec l'Entité, de l'éventuel reste à verser ou des dépenses à rembourser.

Responsabilités respectives de la direction de l'Entité et des auditeurs

Aux termes des conditions contractuelles, la direction de l'Association Sport Impact a la responsabilité d'établir les rapports financiers et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet, conformément aux conditions contractuelles applicables.

Notre responsabilité consiste à auditer les rapports financiers et à communiquer nos constatations à l'**Association Sport Impact**, et à l'**Agence Française de Développement (AFD)**, conformément aux termes de référence de la mission d'audit. Ces derniers précisent que nous devons réaliser notre travail conformément aux normes internationales d'audit (émises par l'International Federation of Accountants – IFAC) dans la mesure où ces normes peuvent être appliquées dans le contexte spécifique d'un audit visant à vérifier le respect de conditions contractuelles. Ces normes nous imposent de respecter les règles de déontologie applicables lors de l'exécution de nos travaux.

Étendue de l'audit

L'étendue de notre audit est définie dans nos termes de référence, comme le précise la section 2.1 de notre rapport. Notre tâche consiste à recueillir suffisamment d'éléments justifiant les montants et les informations figurant dans les états financiers pour fournir l'assurance que les rapports financiers sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes. Nous avons communiqué toutes nos constatations, quel que soit le montant en cause.

Nous avons pris en compte tous les éléments probants disponibles qui nous ont été présentés au cours de nos travaux sur le terrain, que nous avons achevés le **27 Juin 2025**, de même que les observations et informations communiquées par la suite par l'**Association Sport Impact**, et à l'**Agence Française de Développement (AFD)** jusqu'à la date du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.



Opinion sans réserve

A notre avis :

- les états financiers donnent une image fidèle des dépenses effectivement exécutées et des recettes effectivement perçues pour le Programme au cours de la période du 01 janvier au 31 décembre 2024, conformément aux conditions contractuelles applicables et ;
- les fonds alloués au Projets par l'AFD ont, dans leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables.

Diffusion et utilisation

Le présent rapport demandé par l'Autorité contractante est exclusivement destiné à l'information et à l'usage de cette dernière, de l'Agence Française de Développement et de l'Entité.

Dakar, le 22 août 2025

KPMG Sénégal



Seydina Issa NDIAYE

Associé



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
2, Place de l'Indépendance | Sis Immeuble Ex-
Hôtel de l'Indépendance (10e)
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

Rapport de l'auditeur indépendant : Opinion sans réserve – Audit du système de contrôle interne

Autorité contractante : Association Sport Impact,
Rue Jacques Prévert, 92240 Malakoff, Paris (France)

Conformément à nos termes de référence (TDR), nous avons audité les dépenses et les recettes déclarées dans les états financiers de l'exercice clos au **31 décembre 2024** programme intitulé **Programme « TAGGAT 2026 » : Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais**, le « Programme », couvrant la période du **01 janvier au 31 décembre 2024**, figurant à l'annexe 1. Ce rapport a été établi conformément aux conventions de financement de **Subvention AFD N° CSN 1801 01 B** établie entre **l'Agence française de développement (AFD)** et **l'Association Sport Impact**.

Le présent audit, réalisé dans les bureaux de l'Association Sport Impact à Dakar, du **23 au 27 Juin 2025** a eu pour objet d'évaluer la conception, l'efficacité opérationnelle et l'effectivité du système de contrôle interne (outils et procédures) de la période du 01 janvier au 31 décembre 2024, ainsi que la fiabilité des enregistrements comptables et de l'information financière du **Programme « TAGGAT 2026 » : Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais**. Ce rapport a été établi conformément aux dispositions relatives à la gestion financière des conventions de financement de **Subvention AFD N° CSN 1801 01 B** établie entre **l'Agence française de développement (AFD)** et **l'Association Sport Impact**.

Nos constatations sont présentées dans les parties prévues à cet effet de notre rapport, qui est exclusivement destiné à **L'Organisation internationale de la Francophonie**, à **l'Association Sport Impact** à **l'Agence Française de Développement (AFD)** et vise à donner l'assurance que les fonds alloués au **Programme « TAGGAT 2026 » : Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais**, vise à donner l'assurance que les risques liés à la réalisation des objectifs du **Programme « TAGGAT 2026 » : Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais**, font l'objet d'une gestion et d'un contrôle appropriés.

Responsabilités respectives de la direction de l'Entité et des auditeurs

Aux termes des conditions contractuelles, la direction de l'Association Sport Impact a la responsabilité d'établir les états financiers et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet, conformément aux conditions contractuelles applicables.

Notre responsabilité consiste à auditer les rapports financiers et à communiquer nos constatations à **l'Association Sport Impact**, et à **l'Agence Française de Développement (AFD)**, conformément aux termes de référence de la mission d'audit. Ces derniers précisent que nous devons réaliser notre travail conformément aux normes internationales d'audit (émises par l'International Federation of Accountants – IFAC) dans la mesure où ces normes peuvent être appliquées dans le contexte spécifique d'un audit visant à vérifier le respect de conditions contractuelles. Ces normes nous imposent de respecter les règles de déontologie applicables lors de l'exécution de nos travaux.



Étendue de l'audit

Conformément à nos termes de référence, cet audit a eu pour objet d'évaluer la conception, l'efficacité et l'effectivité des contrôles internes clés (outils et procédures) de l'Entité, notamment pour la prévention raisonnable et la détection des erreurs, des irrégularités et des fraudes dans le cadre de l'utilisation des fonds alloués par l'Agence française de développement pour la réalisation du Programme. Nos travaux ont principalement comporté :

- l'analyse des procédures par des entretiens avec les principaux responsables concernés et l'examen des procédures et des méthodes utilisées pour centraliser, traiter et enregistrer les différentes transactions ;
- l'appréciation des contrôles mis en œuvre pour assurer une bonne maîtrise des opérations ;
- la réalisation de sondages pour constater l'application de contrôles jugés efficaces ou pour évaluer l'incidence des insuffisances de contrôles éventuelles ;
- la revue des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Opinion sans réserve

A notre avis, le système de contrôle interne mis en place et utilisé par l'Association Sport Impact afin de gérer les risques significatifs liés à la réalisation des objectifs du Programme « TAGGAT 2026 » : Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais, a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période du 01 janvier au 31 décembre 2024

Diffusion et utilisation

Le présent rapport demandé par l'Autorité contractante est exclusivement destiné à l'information et à l'usage de cette dernière, de l'Agence Française de Développement et de l'Entité.

Dakar, le 22 Aout 2025

KPMG Sénégal



Seydina Issa NDIAYE

Associé

1 Contexte et objectifs de l'audit

1.1 Contexte de la mission

L'Association Sport Impact est une association de droit français à but non lucratif de loi 1901 ayant pour objectif de connecter le monde du sport avec celui du financement du développement pour contribuer, d'une part, à la réalisation des Objectifs de Développement Durable tels que définis par les Nations Unies et, d'autre part, à l'essor d'un écosystème pérenne lié à la thématique sport pour le développement économique et social.

Elle assure la coordination du programme « Taggat 2026 » une initiative portée par le Ministère des Sports Sénégalais et le Comité National Olympique et Sportif Sénégalais avec le soutien de l'Agence Française de Développement.

Des audits annuels sont donc prévus jusqu'à la fin du projet conformément aux exigences de l'autorité contractante.

1.2 Programme audité

Le programme Taggat 2026 s'inscrit dans le cadre de l'organisation des prochains Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Dakar 2026, avec pour objectif de renforcer les capacités du mouvement sportif sénégalais en s'appuyant sur une identification préalable des besoins prioritaires exprimés par ses acteurs.

Il vise à renforcer les capacités de deux typologies d'acteurs :

- les enseignants actifs au sein d'une sélection d'instituts et centres de formation professionnelle publics au Sénégal (dont l'INSEPS, le CNEPS, l'Université Gaston Berger - UGB) et,
- les cadres actifs au sein d'une sélection d'organisations sportives sénégalaises (ministère, comité olympique, fédérations) ou structures publiques actives dans l'écosystème sport nationale (en particulier les gestionnaires d'infrastructures sportives)

Le premier volet s'inscrit davantage dans une logique d'impacts long terme avec un effet domino sur un maximum d'étudiants qui bénéficieront des cours dispensés par les enseignants dont les capacités auront été renforcées.

Le second volet (sous forme de formation continue), répond davantage à des défis et besoins immédiats en lien direct avec les enjeux de développement du sport de masse, du sport scolaire ou du sport professionnel avec notamment la prochaine organisation de compétitions sportives continentales et internationales au Sénégal.

Ce programme déployé sur une durée de 3 ans a débuté par une phase de diagnostic qui a permis de faire un ciblage plus précis des bénéficiaires et d'identifier leurs besoins prioritaires ainsi que les modules de formation associés.

1.3 Objectifs de l'audit

Le présent audit a pour objectifs de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- **les états financiers** du Programme donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Programme au cours de la période couverte par l'audit ;
- **les fonds alloués** au Programme sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés (conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 4.1 – Nomenclature des constats et anomalies).
- **le système de contrôle interne** mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- **les marchés** ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité, **y compris le respect des diligences LCB/FT**;
- les marchés ont été exécutés conformément aux prescriptions **techniques** et selon les normes prévues.

Nous avons également formulé des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

Comme exigé par les termes de référence dont extrait ci-après, nous avons pris en compte les exigences suivantes :

L'auditeur sélectionné devra exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur le rapport financier établi par Association Sport Impact pour les dépenses mises en œuvre dans le cadre du projet.

L'auditeur devra :

- Respecter la liste des vérifications à accomplir, présentée en annexe XI.1 (des TDRs),
- S'assurer de la conformité des états financiers de chaque exercice audité,
- S'assurer de l'éligibilité des dépenses effectuées sur chaque exercice audité et reportées dans les états financiers de chaque exercice audité
- Se prononcer sur le respect des procédures listées dans la Convention de financement avec l'AFD et dans les Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers (<https://www.afd.fr/fr/ressources/directives-pour-la-passation-des-marches-finances-par-l-afd-dans-les-etats-etrangers>)
- Certifier les états financiers de chaque exercice audité à présenter à l'AFD

2 Déroulement et méthodologie de l'audit

2.1 Périmètre de l'audit

Conditions contractuelles

Liste des principaux documents encadrant la gestion du Projet :

- Convention de financement ;
- Directives pour l'établissement des budgets / programmes d'activités ayant fait l'objet d'un ANO de l'AFD ou d'une validation par le comité de pilotage du Projet ;
- Réglementation sur les marchés/achat de l'entité et de l'AFD ;
- Plan de passation des marchés ;
- Budget global et annuel du projet ;
- Manuel de gestion approuvé par l'AFD.

Période couverte et volumétrie

L'audit a pour objet d'effectuer un contrôle des dépenses engagées dans le cadre du Programme Taggat 2026, ainsi que les marchés contractualisés du 01 Janvier au 31 décembre 2024.

Les éléments de **volumétrie** relatifs à l'audit du système de contrôle interne concernent entre autres les éléments suivants :

- Le montant total des dépenses à analyser s'élève à **81 920 633 F CFA** soit **124 887.20 Euros** sur la période du 01 Janvier au 31 décembre 2024.
- Nous avons sélectionné 100% des dépenses revue pour l'audit qui s'élèvent **81 920 633 F CFA** soit **124 887.20 Euros** ,

Les dépenses sont décomposées comme suit par rubrique budgétaire :

- **Réalisation du diagnostic : 39 351 162 F CFA** soit **59 990,46 Euros** ;
- **Coordination globale du programme** (délégué à Sport Impact SASU) **32 141 893 F CFA** soit **49 000,00 Euros** ;
- **Communication : 1 231 060 F CFA** soit **1 876.74 Euros** ;
- **Frais imprévus : 1 639 892 F CFA** soit **2 500,00 Euros** ,
- **TVA sur refacturation coordination SI SASU et QP Diagnostic : 7 556 624 F CFA** soit **11 520,00 Euros**

2.2 Principales étapes et dates

Nous décrivons de manière concise le déroulement des différentes étapes de l'audit ci-après :

	M1				M2				M3			
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
Préparation de la mission	X											
Réunion préparatoire avec l'Autorité contractante	X											
Réunion d'ouverture avec l'Entité		X										
Travail sur le terrain		X										
Aide-mémoire et réunion de restitution				X								
Réception des documents complémentaires					X	X	X					
Soumission rapport provisoire								X				
Observations de l'Autorité contractante : Association Sport Impact et à l'AFD sur le rapport provisoire												
Transmission du rapport final à l'Autorité : contractante Association Sport Impact et à l'AFD sur le rapport.												

2.3 Évènements marquants

Nous n'avons pas relevé de principaux évènements marquants pour cet audit.

2.4 Procédures d'audit

L'étendue des travaux a couvert les éléments et procédures spécifiques suivants :

2.4.1. Audit du système de contrôle interne

Nous avons adapté l'étendue de notre examen de la conception et du fonctionnement du système de contrôle interne en fonction de notre connaissance préalable de l'Entité.

a) Analyse documentaire

Nous avons notamment procédé à l'examen :

- de la convention de financement, contrats, rapport d'exécution technique et financière, programmes d'activités et budgets, manuel de gestion et tous autres documents existants ;
- de l'organisation mise en place pour la gestion administrative, technique et financière ainsi que de sa fiabilité et adéquation en matière de procédures et de moyens tant humains que matériels.

b) Revue du système de contrôle interne

Nous avons procédé à la vérification de la fiabilité et l'adéquation de l'organisation du système de contrôle interne, de la réalité et de l'efficacité de son fonctionnement, notamment au regard :

De l'organisation retenue :

- définition des tâches et attribution des responsabilités, notamment en matière d'engagement, d'ordonnancement, de certification des services faits et de paiement ;
- séparation des tâches incompatibles ou conflictuelles ;
- existence de procédures de justification précises et documentées des dépenses ;
- ouverture de comptes de trésorerie distincts pour les fonds du projet, ainsi que la mise en place de procédures de contrôle des comptes de trésorerie ;
- respect des procédures applicables en matière de sélection des fournisseurs et de recrutement des prestataires et consultants (dossiers de consultation, dossiers d'évaluation des offres ou des candidats et procès-verbal de sélection) ;

De l'archivage et de l'obligation de rendre compte et, à ce titre :

- organisation, du classement et de la sécurisation des pièces et documents financiers ;
- production régulière et dans les délais prévus des états financiers et des rapports d'exécution technique et financière, etc.

Des contrôles spécifiques, dont notamment :

- mise en place et bon fonctionnement des moyens de contrôle visant le respect des conventions en matière de lutte anti-blanchiment et de financement du terrorisme, notamment la réalisation de diligences permettant de s'assurer du respect de la réglementation en matière de sanctions économiques et financières ;
- détection de cas de double financement d'une même dépense par plusieurs bailleurs de fonds ;
- existence de structures opérationnelles de suivi-évaluation et de contrôle.

c) Évaluation des risques

L'étape précédente nous permet d'évaluer les risques distinctement pour chaque source d'information et ce en fonction de 7 critères : exhaustivité, réalité, évaluation, imputation, droits, obligations et information.

Nous avons donc évalué les principaux risques liés à la réalisation des objectifs du Projet, notamment celui que les fonds alloués au Projet ne soient pas utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables, ainsi que le risque d'erreur, d'irrégularité et de fraude dans le financement du Projet.

Nous avons également évalué si la conception du système de contrôle interne limite suffisamment ces risques et si le système fonctionne efficacement.

d) Obtention d'éléments probants et tests de contrôle

Nous avons utilisé notre compréhension du système de contrôle interne et des risques, pour évaluer la robustesse des contrôles et tester leur efficacité opérationnelle, en fonction de l'objectif de l'audit.

Les tests de contrôle ont donc été ciblés sur des domaines de contrôle interne et des contrôles clés qui :

- sont appropriés dans le cadre du Programme, et
- préviennent et/ou permettent de détecter et de corriger des erreurs ponctuelles ou des événements non désirés, comme :
 - la non-réalisation, entière ou partielle, des objectifs du Projet,
 - la non-fiabilité des rapports d'exécution financière et technique et/ou des états financiers du Projet,
 - le fait que les fonds alloués au Projet n'ont pas été employés conformément aux conditions de la convention de financement,
 - la survenue de fraudes et/ou d'irrégularités.

2.4.2. Contrôle des dépenses et de l'utilisation des fonds alloués

a) Vérification des dépenses

Nous avons mené les diligences nécessaires pour vérifier que les ressources reçues et utilisées par le Projet sont effectivement retracées dans les dépenses du Programme, de manière sincères et correctes. A ce titre, nous :

- nous sommes assurés que les dépenses du Programme ont été établis conformément aux prescriptions définies dans la convention de financement AFD N° CSN 1801 01 B et au regard des objectifs du projet, ainsi que dans le manuel de gestion du programme ;
- nous sommes assurés que les biens et services sont acquis, en quantité et en qualité, conformément aux dispositions des conventions et aux avis de non-objection de l'AFD
- nous sommes assurés que les comptes dédiés au programme donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues par le programme au cours de la période soumise à l'audit, conformément aux conditions contractuelles applicables ;
- nous sommes assurés de collecter, auditer les justificatifs des dépenses afférentes à chaque tranche auditée :
 - Eligibilité des dépenses au regard des documents de programmation ayant reçu la non-objection de l'AFD (plan d'action). Les dépenses seront classées selon la typologie suivante : éligible, éligible avec anomalie, inéligible ;
 - Présence systématique des justificatifs et des preuves de paiement ;
 - Imputation unique de la dépense sur l'un des co-financiers ;
 - Adéquation états financiers – pièces justificatives ;
 - Tenue de grand livres et rapprochements bancaires périodiques.

- nous nous sommes assurés que les dépenses concordent avec les autres documents comptables, y compris les relevés bancaires, les rapports d'exécution technique et financière transmis à l'AFD, et tout autre rapport financier ou réglementaire établi dans le cadre du Programme ;
- nous avons rapproché la liste des dépenses avec la situation de caisse et/ou les comptes bancaires ;
- nous avons évalué la qualité des processus de consultation pour l'achat de biens et services appels d'offres lancés durant le projet en se basant sur la réglementation [nationale/européenne/manuel de procédures spécifiques au programme] :
 - la qualité du contenu administratif des dossiers de consultation ou DAO ;
 - la transparence, notamment l'équité d'accès à la commande publique (publicité ;
 - délais) ;
 - la légalité des méthodes d'évaluation des offres ;
 - la légalité/légitimité des décisions d'approbation des marchés.
- nous avons vérifié, le cas échéant, l'exactitude des taux de change qui ont été utilisés pour les conversions monétaires, ainsi que leur conformité aux conditions de la convention de financement ;

b) Vérification de l'utilisation des fonds

L'objectif de ces diligences est de s'assurer que :

les fonds alloués au Programme par l'AFD ont, dans tous leurs aspects significatifs au cours de la période soumise à l'audit, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ;

Nos travaux couvrent notamment :

- la vérification de la conformité des dépenses avec les activités convenues dans la convention de financement, le programme d'activité et le manuel de gestion, leur cohérence avec les rapports d'exécution technique et financière ;
- la vérification que les dépenses sont exécutées pendant la période de mise en œuvre du Projet audité et étayées par des pièces justificatives exactes, régulières et sincères ;
- la vérification des états de dépenses : autorisations de dépenses, documentation des états de dépenses, conformité et validité desdits états.

c) Vérification de l'utilisation des fonds avant renouvellement d'avances

En cas de renouvellement d'avances, nous avons mis en œuvre les diligences prévues en cas d'audit annuel (cf. paragraphe précédent) en ce qui concerne : la conformité des dépenses avec les activités convenues, l'exécution des dépenses pendant la période de mise en œuvre du Programme et leur justification régulière et sincère, ainsi que la conformité des états de dépenses de la période.

Nous avons également examiné les points d'attention suivants :

- taux d'utilisation de l'avance reçue pour permettre un renouvellement total ou partiel ;
- correction, par le Projet, sur la période audité, des dépenses invalidées au titre d'une période précédente.

d) Procédures de contrôle analytique et budgétaire

Nous avons effectué un contrôle analytique des dépenses pour vérifier si :

- le budget présenté dans les rapports d'exécution technique et financière correspond au budget dans la convention de financement et/ou validé par le comité de pilotage et/ou ayant donné lieu à un avis de non-objection de l'AFD (authenticité et autorisation du budget initial par composantes et sous-composantes) ;
- les dépenses déclarées dans les rapports d'exécution technique et financière étaient prévues dans les postes de dépenses du budget ;
- les éventuels amendements au budget ont été validés par le comité de pilotage et/ou ont donné lieu à un avis de non-objection de l'AFD et/ou ont été formalisés par avenant à la convention de financement ;
- le taux d'exécution du Projet est en cohérence avec le calendrier d'exécution des activités.

2.4.3. Audit de la passation des marchés

Nous avons vérifié et apprécié les aspects suivants :

a) Revue du dispositif de passation des marchés (acteurs, réglementation et procédures).

- le fonctionnement des organes et acteurs chargés de la passation des marchés ;
- les mécanismes de prévention et de détection des irrégularités et des fraudes (collusion, simulacre et ententes entre les entreprises) ;
- la conformité des délais aux règles en vigueur et aux dispositions particulières du Projet ;
- la conformité et la fiabilité du système de classement et d'archivage de la documentation.

b) Définition du besoin

- la conformité des marchés avec le plan de passation des marchés et les budgets (calendrier de mise en œuvre et enveloppes budgétaires) ;

c) Mise en concurrence (phase DAO, lancement de l'AO)

- les modes de publicité, les délais de présentation des offres et l'organisation de la remise des offres ;
- le choix du type de consultation/procédure de sélection ;

d) Évaluation et attribution

- les méthodes d'évaluation utilisées, leur constance et conformité avec les critères définis dans le DAO ainsi que leur pertinence : cette appréciation se fera tant sur les aspects administratifs que sur les aspects techniques et financiers ;
- la concordance entre les rapports d'analyse, les PV d'attribution, les notifications d'attribution et les marchés attribués ;
- les cas de tolérance accordée aux entreprises lors des évaluations des offres, et le respect du principe d'équité ;
- l'attribution du marché selon la règle du mieux ou moins-disant ;
- l'obtention de conditions économiques raisonnables notamment en comparant les prix unitaires à ceux de contrats similaires ;
- les cas de rupture de mise en concurrence, se traduisant par des ententes entre les entreprises ;
- les cas de fractionnements.

e) Contractualisation

- la régularité des clauses contractuelles du marché de base ;
- l'existence des garanties et leur caractère probant ;
- la concordance entre les prescriptions techniques des DAO (dossiers d'appel d'offres) et celles attachées aux marchés signés ;
- les modifications en cours de marché, en s'assurant qu'elles sont bien appuyées par des ordres de service émanant des personnes autorisées (maître d'œuvre, missions de contrôle, etc.) ;
- la légalité des avenants aux marchés initiaux tant en valeur qu'en termes d'opportunité technique et de respect du plafonnement prévu par la réglementation.
- La présence de la déclaration d'intégrité signée

f) Diligences LCB/FT

La mise en œuvre des diligences LCB/FT (Lutte Contre le Blanchiment et Lutte contre le Financement du Terrorisme) par le Maître d'Ouvrage avant l'attribution du/des marché(s), notamment la vérification de l'absence du/des bénéficiaire(s) des marchés ou des sous-traitants sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations-Unies, l'Union Européenne et la France. Par ailleurs, dans le cadre de ce contrôle, nous nous sommes assurés de la bonne prise en compte des résultats des recherches effectuées par le Maître d'Ouvrage et des conséquences qui s'y attachent le cas échéant.

g) Cas de refinancement des dépenses

En cas de refinancement (marchés déjà attribués ou passation de marchés lancée avant la signature de la Convention de Financement) en sus des diligences précédentes, nous avons vérifié l'absence de recours, plainte(s) et/ou réclamation(s) portant sur le processus de passation de marché et en cas de recours, plainte(s) et/ou réclamation(s), vérifier que ceux-ci ont été traités de manière satisfaisante par le Maître d'Ouvrage. Les documents attestant de la réalisation de ces diligences (existence et traitement des plaintes) seront collectés et adressés au donneur d'ordre et à l'AFD.

3 Résumé de toutes les constatations

Nous présentons ci-après un résumé des constatations financières effectuées lors de notre audit.

3.1 Résumé des constatations financières

Les tableaux ci-dessous indiquent le rapport entre les constatations financières et le total des dépenses déclarées pour le Programme, d'une part, et le montant total du financement alloué par l'AFD au Programme d'autre part.

Description	Catégorisation des dépenses	Montant(EUROS)	% des dépenses totales déclarées par le Programme
Total des dépenses déclarées par le Programme		124 887	100%
Total des dépenses auditées		124 887	100%
% des dépenses auditées		100%	
Rapport Provisoire	Éligibles (sans anomalie)	124 887	100%
	Éligibles (avec anomalies)	-	-
	Inéligibles	-	-
	Non auditées		
	Total des dépenses	124 887	100%

Description	Euros
Total des dépenses déclarées par le Programme (voir rapport financier à l'annexe N°1) (a)	124 887
Montant à déduire (dépenses dont l'inéligibilité est établie) (b)	-
Dépenses éligibles pour le Projet (c) = (a) - (b)	124 887
Quote-part AFD (en cas de cofinancement) (d)	100%
Dépenses éligibles sur la quote-part AFD (e)	124 887
Versement(s) effectué(s) par l'AFD (f)	300 000
Paiement (s) effectué(s) sur les fonds versées (g)	-
Écart entre financement reçu de l'AFD et total des dépenses éligibles (h) = (f) - (g)	175 112

Le tableau ci-dessous récapitule par grande catégorie budgétaire (voir annexe) :

- **87%** d'exécution du programme (Voir rapport d'exécution budgétaire) ;
- **100%** de dépenses contrôlées ;
- **0%** de dépenses inéligibles.

Résumé des catégories/ principales types de dépenses 2023 (Euros)								
N°	Poste dépenses	Budget 2023	Dépenses réalisées	% réalisé	Dépenses auditées	% auditées	Dépenses inéligibles	% inéligibles
1	Réalisation du diagnostic	60 000	59 990	100%	59 990	100%	-	-
2	Coordination globale du programme (délégué à Sport Impact SASU)	49 000	49 000	100%	49 000	100%	-	-
3	Conception architecture des formations et MOOC	-	-		-			
4	Déploiement des formations	-	-		-			
5	Activations / Capitalisation	-	-		-			
6	Communication	19 249	1 877	100%	1 877	100%	-	-
7	Frais imprévus	3 000	2 500	100%	2 500	100%	-	-
8	TVA sur refacturation coordination SI SASU et QP Diagnostic	11 520	11 520	100%	11 520	100%	-	-
9	Frais audit (3 audits annuels)	-	-		-			
Dépenses totales du Programme		142 769	124 887	100%	124 887	100%	-	-

3.2 Résumé des constatations relatives au système de contrôle interne

3.2.1 Résumé des points forts

Les points forts de la gestion de la Direction du Suivi et de l'Évaluation des Performances des Projets et Programmes du Sénégal (DSEPPP) sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

N°	Libellés	Points forts
1	Organisation générale	
1.1	Organisation administrative et environnement institutionnel	Existence d'une équipe de coordination du programme
2	Outils de gestion et reporting	
2.1	Gestion des risques	Les dépenses relatives à la convention de subvention sont enregistrées et archivées séparément de celles de l'entité
3	Aspects règlementaires	
3.1	Passation des marchés	Existence de procédures de passation de marchés du programme
4	Processus de gestion administrative	
4.1	Gestion des ressources humaines	Le personnel du programme dispose de contrats de travail en bonne et due forme

3.2.2 Résumé des points faibles, risques et recommandations

Le tableau ci-dessous reprend toutes les constatations relatives à la gestion du Programme ELAN Phase 3, en fonction des différentes rubriques utilisées dans le guide des contrôles pour un audit organisationnel. À chaque constat est lié une analyse des risques ainsi que la priorité d'intervention et les recommandations proposées.

N°	Libellés	Constatations	Risques	Niv. Priorité	Recommandations
2	Outils de gestion et de reporting				
2.3	Système de classement, archivage et sauvegarde				
A1	Archivage centralisé et exhaustif des documents liés aux opérations du projet	Documentation non centralisée des opérations du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de document - Lenteurs dans l'audit - Dépense inéligibles 	1	Nous recommandons au Programme de veiller à disposer d'un archivage centralisé et exhaustif de l'ensemble des dépenses du projet, pour chaque année audité

3.3 Résumé des constatations relatives à la passation des marchés

1. Procédures LCB/FT

Dans le cadre de la revue des marchés passés sous la période sous revue, nous avons mis en œuvre les diligences nous permettant de nous assurer de correcte mise en œuvre des dispositions en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) par l'ASSOCIATION SPORT IMPACT pour ce qui concerne le Programme ELAN Phase 3.

Après revue, nous avons notés qu'aucun marché n'a été passé sur la période sous revue.

3.4 Données essentielles de l'audit

Les tableaux récapitulatifs suivants contiennent des données essentielles de l'audit exclusivement destinées à l'Agence française de développement.

Constat d'audit	Rapport provisoire (Euro)				Rapport final			
	Inéligibles		Éligibles (avec anomalies)		Inéligibles		Éligibles (avec anomalies)	
	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant
Exhaustivité de la documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
Problèmes relatifs au paiement	-	-	-	-	-	-	-	-
Régularité formelle exactitude et valeur probante	-	-	-	-	-	-	-	-
Exécution budgétaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dispositions réglementaires et contractuelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Prix, pertinence et vraisemblance de la dépense	-	-	-	-	-	-	-	-
Conformité à la réglementation fiscale et sociale	-	-	-	-	-	-	-	-
Procédures marchés	-	-	-	-	-	-	-	-
Irrégularités	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses faisant l'objet d'un constat d'audit	-	-	-	-	-	-	-	-

3.5 Suivi des recommandations des audits antérieurs

Cette année constitue la première année auditée pour le programme.

4 Constatations et recommandations

4.1 Constatations financières

Nous n'avons pas de constatations financières.

4.2 Constatations relatives au système de contrôle interne

Niveaux de priorité à utiliser pour classer les recommandations

Priorité 1 – Une mesure corrective est requise d'urgence. Des éléments essentiels du contrôle interne font défaut ou ne sont pas respectés de façon régulière. Un élément ou une série d'éléments du contrôle interne présentent une faiblesse ou une déficience fondamentale entraînant un risque substantiel d'erreur significative, d'irrégularité ou de fraude en ce qui concerne les dépenses et recettes déclarées dans les états financiers relatifs au Projet / Programme. Il existe un risque substantiel de non-réalisation des objectifs du contrôle interne en ce qui concerne la fiabilité des informations financières relatives au Projet / Programme, l'efficacité et l'effectivité de ses opérations, ainsi que le respect de la réglementation applicable, notamment des conditions contractuelles applicables au projet. Ces risques pourraient avoir une incidence négative sur les états financiers du Projet / Programme. Une mesure corrective est requise d'urgence.

Priorité 2 – Une mesure particulière est requise rapidement. Un élément ou une série d'éléments du contrôle interne présentent une faiblesse ou une déficience qui, sans être fondamentale, a trait à des insuffisances qui exposent certains domaines du contrôle interne (par exemple, la gestion des avoirs en caisse et en banque ou le contrôle du budget et des dépenses) à un niveau moins immédiat de risque d'erreur, d'irrégularité ou de fraude. Ce risque pourrait avoir une incidence sur l'efficacité du contrôle interne et sur ses objectifs et devrait préoccuper la direction de l'Entité. Une mesure particulière est requise rapidement.

Priorité 3 - Une mesure corrective particulière est souhaitable. Le contrôle interne présente une faiblesse ou une déficience qui, considérée isolément, n'a pas d'incidence majeure, mais a trait à un domaine dans lequel l'amélioration du contrôle interne profiterait au Projet / Programme et/ou l'Entité pourrait faire preuve d'une efficacité et/ou d'une efficience accrue(s). Des effets indésirables sur les processus sont possibles et, combinés à d'autres faiblesses, pourraient être source de préoccupations.

4.2.1 Sur les processus de gestion financière et administrative

4.2.1.1 Gestion de la trésorerie

Constatation n° A1	Intitulé: Archivage centralisé et exhaustif des documents liées aux opérations du projet
<p>Description de la constatation :</p> <p>À la suite de notre examen des dépenses sur la période auditée, nous avons soulevé dans notre première demande le fait que nous n'avions pas obtenu tous les documents relatifs à chaque dépense.</p> <p>En effet, les documents sont archivés à différents endroits, selon leur type.</p> <p>Ces éléments supplémentaires ont été toutefois reçus après plusieurs envois par lots.</p>	
<p>Recommandations :</p> <p>Nous recommandons au Programme de veiller à disposer d'un archivage centralisé et exhaustif de l'ensemble des dépenses du projet, pour chaque année auditée.</p>	
<p>Priorité de la recommandation: Priorité 1 – Une mesure corrective est requise d'urgence.</p>	
<p>Commentaires de l'Entité (Association Sport Impact) :</p> <p>Nous tiendrons compte de cette recommandation en particulier pour les dépenses rétrocédées à la SASU dans la mesure où celles de l'Association ont bien été archivées, classées et numérotées conformément à leur identification dans la comptabilité (archivage physique et en ligne). Il était plus difficile de numéroté les dépenses relatives au projet de la SASU qui a également sa propre comptabilité mais nous renforcerons cet aspect pour une meilleure lecture à l'avenir et plus de fluidité dans la transmission des éléments.</p>	
<p>Commentaires de l'AFD :</p>	
<p>Commentaires définitifs de l'auditeur:</p> <p>.</p>	

Annexe 1:

Rapport d'exécution budgétaire



Revue du Budget 2023 Initial

Un budget de 143 k€ sur l'exercice 2024 (soit 48% de la dotation 2024)

SYNTHÈSE DES DÉPENSES BUDGÉTISÉES SUR 2024

BUDGET 2024	EUR
Réalisation du diagnostic	60 000 €
Coordination globale du programme (délégué à Sport Impact SASU)	49 000 €
QP rémunérations brutes du personnel hors chargé de communication	27 000 €
Achats équipements IT et mobiles pour 4 ETP	3 000 €
Frais développement IT et maintenanc outils numériques IT / formulaires	3 000 €
Frais de communication (Incluant chargé de communication)	10 000 €
Frais administratifs (Internet, mobile, fournitures, carburant, déplacements, banques)	6 000 €
Solde non utilisé à reporter sur 2025	- €
Communication	19 249 €
Conférence de presse lancement	7 125 €
Afterwork "Professionnalisation de la filière sport"	6 000 €
Actions en marge du Festival Dakar en Jeux 2024	1 624 €
Réseaux sociaux, presse écrite, identité visuelle	3 500 €
Conceptions de goodies remis aux bénéficiaires	- €
Activations clôture en marge du Sport Impact Summit 2026 et / ou des JOJ 2026	- €
Frais divers	1 000 €
Frais imprévus	3 000 €
TVA sur refacturation coordination SI SASU et QP Diagnostic	11 520 €
TOTAL DEPENSES 2024	142 769 €

signé par Nelson CAMARA
Président Association Sport Impact

COMMENTAIRES RELATIFS AU BUDGET INITIAL

- **Sur la base de la subvention reçue de 300 000 euros, le budget total pour l'exercice 2024 est de 142 769 €** principalement liés aux dépenses pré-déploiement du programme dont :
 - 42% de frais liés à la réalisation du rapport diagnostic
 - 34% de frais de mise en place et coordination globale du programme
 - 13% de frais de communication
 - 8% de frais fiscaux et 2% de frais imprévus
- **Les dépenses liées au diagnostic** sont réparties sur 4 principaux postes conformément aux dispositions du Plan de Passation de Marchés du programme
 - Ressources humaines mobilisées pour maximum 25 000 € (consultants, salariés et stagiaires)
 - Appui site local au Sénégal à hauteur de 15 000 € HT pour la réalisation du diagnostic notamment dans le cadre de la mise à disposition par SPORT IMPACT SASU de ses locaux à Dakar
 - Achat matériel informatique à hauteur de 4 000 € et licences IT
 - Frais généraux et déplacements éventuels pour c. 15 000 €
- **Les dépenses de coordination** déléguée à SPORT IMPACT SASU sont celles prévues dans la convention liant l'Association à la SASU (voir tableau ci-contre)
- **Le Budget initial anticipait également le lancement du programme au cours du T4 2024** avec un ensemble d'activations événementiels et actions de communication notamment en marge du Festival Dakar en Jeux. Le Budget associé était d'environ 19 250 €.
- Le programme étant principalement basé au Sénégal, les devises de référence pour la grande majorité des dépenses sont l'euro et le Franc CFA (parité fixe à 1 euro = 655,957 FCFA sur l'ensemble de la période considérée).



Revue des Décaissements 2024

Des décaissements de 125 k€ sur la période

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DÉCAISSÉES EN 2024

DÉPENSES RÉALISÉES AU 31/12/2024	EUR	FCFA
Réalisation du diagnostic	59 990 €	39 351 162
Ressources humaines	22 670 €	14 870 526
Sport Impact SASU	15 000 €	9 839 355
Achat équipements IT Asso	4 659 €	3 056 255
Achat licences IT Asso	2 565 €	1 682 799
Frais généraux, logistiques et déplacement	14 645 €	9 606 208
Frais restauration	451 €	296 020
Coordination globale du programme (délégué à Sport Impact SASU)	49 000 €	32 141 893
QP rémunérations brutes du personnel hors chargé de communication	27 029 €	17 729 755
Achats équipements IT et mobiles pour 4 ETP	1 434 €	940 500
Frais développement IT et maintenanc outils numériques IT / formulaires	3 133 €	2 054 961
Frais de communication (incluant chargé de communication)	10 110 €	6 631 510
Frais administratifs (internet, mobile, fournitures, carburant, déplacements, banques)	5 969 €	3 915 638
Solde non utilisé à reporter sur 2025	1 326 €	869 529
Communication	1 877 €	1 231 061
Conférence de presse lancement	- €	0
Afterwork "Professionnalisation de la filière sport"	- €	0
Actions en marge du Festival Dakar en Jeux 2024	- €	0
Réseaux sociaux, presse écrite, identité visuelle	762 €	499 997
Conceptions de goodies remis aux bénéficiaires	- €	0
Activations clôture en marge du Sport Impact Summit 2026 et / ou des JOJ 2026	- €	0
Frais divers	1 115 €	731 064
Frais imprévus	2 500 €	1 639 893
TVA sur refacturation coordination SI SASU et QP Diagnostic	11 520 €	7 556 625
TOTAL DÉPENSES 2024	124 887 €	81 920 633

signé par Nelson CAMARA
Président Association Sport Impact

COMMENTAIRES

- La subvention reçue en provenance de l'AFD a permis la réalisation du diagnostic avec la consommation de l'intégralité de l'enveloppe prévue (60 k€) malgré la durée plus longue de 3 mois pour réaliser le diagnostic. Ces dépenses sont principalement composées de :
 - Frais directs RH (38%)
 - Frais d'appui de Sport Impact SASU - mise à disposition locaux à Dakar (25%)
 - Frais généraux, logistique et de transport (25%)
 - Frais d'achat équipements IT et logiciels (12%)
- 35% des frais de coordination totaux du programme (soit 49 k€ sur les 140 k€ pour l'ensemble du programme) ont été décaissés en deux tranches (mars et décembre 2024, et ce comme convenu suite aux avis de non-objection transmis par l'AFD et des dispositions de la convention de délégation de fonds et de mise à disposition de RH entre l'Association Sport Impact et Sport Impact SASU).
 - La comptabilité analytique réalisé a permis d'identifier au sein de la SASU des dépenses sous-jacentes respectant le budget présenté dans la convention de délégation de fonds.
 - Un solde non utilisé de 1 326 euros sera reporté sur l'exercice 2025.
- Le paiement des taxes sur prestations Sport Impact SASU pour un total de 11,5 k€ prévus dans le Plan de Passation de Marché a également été enregistré.
- Compte tenu du report du lancement et déploiement du programme de formation à l'année 2025, aucune dépense majeure de communication n'a été réalisée. Le plan de communication a néanmoins été préparé par les équipes de SPORT IMPACT SASU et seule la conception du logo et de la charte graphique du programme a été initiée;
- Les décaissements observés en 2024 sont de fait plus faibles que prévus (-12,5%), l'écart sera reporté sur le budget 2025 actualisé.

Comparatif Budget 2024 vs. Décaissé 2024

COMPARATIF (EUROS)	Budget 2024	Réalisé 2024	% variation	
BUDGET 2024	EUR	EUR		FCFA
Réalisation du diagnostic	60 000 €	59 990 €	0,0%	39 351 162
Coordination globale du programme (délégué à Sport Impact SASU)	49 000 €	49 000 €	0,0%	32 141 893
QP rémunérations brutes du personnel hors chargé de communication	27 000 €	27 029 €	0,1%	17 729 755
Achats équipements IT et mobiles pour 4 ETP	3 000 €	1 434 €	-52,2%	940 500
Frais développement IT et maintenanc outils numériques IT / formulaires	3 000 €	3 133 €	4,4%	2 054 961
Frais de communication (incluant chargé de communication)	10 000 €	10 110 €	1,1%	6 631 510
Frais administratifs (internet, mobile, fournitures, carburant, déplacements, banques)	6 000 €	5 969 €	-0,5%	3 915 638
Solde non utilisé à reporter sur 2025	- €	1 326 €	n.a.	869 529
Communication	19 249 €	1 877 €	-90,3%	1 231 061
Conférence de presse lancement	7 125 €	- €	-100,0%	0
Afterwork "Professionnalisation de la filière sport"	6 000 €	- €	-100,0%	0
Actions en marge du Festival Dakar en Jeux 2024	1 624 €	- €	-100,0%	0
Réseaux sociaux, presse écrite, identité visuelle	3 500 €	762 €	-78,2%	499 997
Conceptions de goodies remis aux bénéficiaires	- €	- €	n.a.	0
Activations clôture en marge du Sport Impact Summit 2026 et / ou des JOJ 2026	- €	- €	n.a.	0
Frais divers	1 000 €	1 115 €	11,5%	731 064
Frais imprévus	3 000 €	2 500 €	-16,7%	1 639 893
TVA sur refacturation coordination SI SASU et QP Diagnostic	11 520 €	11 520 €	0,0%	7 556 625
TOTAL DEPENSES 2024	142 769 €	124 887 €	-12,5%	81 920 633



signé par Nelson CAMARA
Président Association Sport Impact



Etat de Réconciliation du Compte Projet 2024

ETAT DE RECONCILIATION DU COMPTE PROJET

TOTAL RESSOURCES	300 000 €
SUBVENTION RECUE AFD	300 000 €
TOTAL EMPLOIS	124 887 €
DEPENSES DE L'EXERCICE	124 887 €
SOLDE TRESORERIE	175 113 €
Trésorerie à réception de la première subvention	300 000 €
Variation de trésorerie	124 887 €
Solde trésorerie fin de période (31/12)	175 113 €
Banque (BNP Paribas)	173 998 €
Caisse	1 115 €

signé par Nelson CAMARA
Président Association Sport Impact

COMMENTAIRES

Un total ressources AFD de 300 000 € reçues en 2024

- Le total ressources disponibles en provenance de l'AFD d'un montant de 300 000 € a été positionné sur le compte projet de la Banque 100% digitale Revolut Business au cours du mois de Mars 2024.

Une trésorerie réelle de 175 113 € au 31 décembre 2024

- L'association a du opérer un changement de compte bancaire projet en cours d'exercice.
- Pour des raisons qui lui sont propres, la Banque Revolut Business nous a en effet informé ne plus opérer d'activité auprès des associations à but non lucratif et notamment celles opérant des mouvements depuis et vers l'Afrique.
- A ce titre, nous avons été dans l'obligation de procéder à l'ouverture d'un autre compte dédié au projet auprès de BNP Paribas pour y transférer l'intégralité du solde du compte au cours du mois de décembre 2024.
- Le solde trésorerie réelle en banque au 31 décembre 2023 est de 175 113 € dont 173 998 € positionné sur le compte projet et 1 115 € en caisse

Annexe 2 :

Liste des dépenses auditées

Catégorie dépenses	Date	Numéro	Libellé	Commentaire	Montant	Annuité	Banque
N-Achats d'études et de prestations de services	23/12/2024	D43	Prestations de services	CORALIE BAUDET /REFDO /REF	2000		BNP PARISBAS : 2 000.00 €
N-Achats d'études et de prestations de services	07/06/2024	D13	Prestations de services	Coralie Baudet • Facture CB0424 et CB0524	2637		REVOLUT AFD : 2 637.00 € REVOLUT AFD : 100.00 €
N-Achats d'études et de prestations de services	26/06/2024	D14	Prestations de services	Coralie Baudet • Facture CB0624	2000		REVOLUT AFD : 2 000.00 €
N-Achats d'études et de prestations de services	31/07/2024	D25	Prestations de services	Coralie Baudet • Facture CB0724	2000		REVOLUT AFD : 2 000.00 €
N-Achats d'études et de prestations de services	30/08/2024	D29	Prestations de services	Coralie Baudet • Facture CB0824	2000		REVOLUT AFD : 2 000.00 €
N-Achats d'études et de prestations de services	20/09/2024	D52	Prestations de services	Bamba Business Company • Facture BBC FAC 2024/037	2515.41		REVOLUT AFD : 2 540.41 €
N-Achats d'études et de prestations de services	25/09/2024	D35	Prestations de services	Coralie Baudet • Facture CB0924	2000		REVOLUT AFD : 2 000.00 € REVOLUT AFD : 365.60 € REVOLUT AFD : 365.60 €
N-Achats d'études et de prestations de services	26/10/2024	D38	Prestations de services	Coralie Baudet • Facture CB1024	2000		REVOLUT AFD : 2 000.00 €
N-Achats d'études et de prestations de services	05/11/2024	D40	Prestations de services	Facture 2024 / Tresor Budget compta	2500		REVOLUT AFD : 2 525.00 €
N-Achats d'études et de prestations de services	25/11/2024	D42	Prestations de services	Coralie Baudet • Facture CB1124	2000		REVOLUT AFD : 2 000.00 €
n-achats non stockés de...	04/07/2024	D16	Materiel dont la valeur > 500 euros (amortissement)	Amazon Payments POLY STUDIO SYSTEME DE VISIOCON	689.99		REVOLUT AFD : 31.37 € REVOLUT AFD : 77.99 € REVOLUT AFD : 689.99 € REVOLUT AFD : 42.09 €
n-autres charges de gest...	06/09/2024	D31	Abonnement logiciel, redevance licence, brevet	AWA Solutions • FAC/2024/02205	50		REVOLUT AFD : 50.00 €
n-déplacements, missions	29/10/2024	D77	Frais de restauration liés aux déplacements, réunions	Déjeuner débrief TAGGAT 2026	41.16		CAISSE : 41.16 €
n-déplacements, missions	04/10/2024	D76	Frais de restauration liés aux déplacements, réunions	Déjeuner COJOJ 2026	137.96		CAISSE : 137.96 €
n-déplacements, missions	02/10/2024	D37	Frais de restauration liés aux déplacements, réunions	L'envers	58.29		REVOLUT AFD : 58.29 €
n-déplacements, missions	27/09/2024	D75	Frais de restauration liés aux déplacements, réunions	Déjeuner SGA Ministère Formation Professionnel	57.93		CAISSE : 57.93 €
n-déplacements, missions	12/09/2024	D64	Frais de restauration liés aux réunions	Déjeuner point d'étape projet TAGGAT 2026	28.96		CAISSE : 28.96 €
n-déplacements, missions	26/07/2024	D61	Frais de restauration liés aux réunions	Réunion Café TAGGAT 26	20.1		CAISSE : 20.10 €
n-déplacements, missions	04/06/2024	D12	Frais de restauration liés aux réunions	Le Jardin Thaïlandais	106.88		REVOLUT AFD : 106.88 €
n-déplacements, missions	07/06/2024	D13	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Nelson Camara • Frais NC Mai 2024 Taggat2026	100		REVOLUT AFD : 2 637.00 € REVOLUT AFD : 100.00 €
n-déplacements, missions	28/10/2024	D39	Frais mission-représentation	Nelson Camara • Remboursement frais NC Oct241 (airbnb)	1792		REVOLUT AFD : 406.12 € REVOLUT AFD : 406.13 € REVOLUT AFD : 1 817.00 €
n-déplacements, missions	22/09/2024	D67	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Taxi Aéroport CDG et Aéroport DIASS Mission Paris TAGGAT 2026	101.3		CAISSE : 101.30 €
n-déplacements, missions	20/09/2024	D34	Frais hébergement liés aux déplacements, événements	Nelson Camara • Remboursement hébergement mission	782.1		REVOLUT AFD : 782.10 €
n-déplacements, missions	17/09/2024	D66	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Taxi Aéroport CDG Mission Paris TAGGAT 2026 (Aller)	68.41		CAISSE : 68.41 €
n-déplacements, missions	14/09/2024	D33	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Air Carri - Vol Air Sénégal	652.67		REVOLUT AFD : 652.67 €
n-déplacements, missions	13/09/2024	D65	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Taxi Aéroport DIASS Mission Paris TAGGAT 2026 (Aller)	38.11		CAISSE : 38.11 €
n-déplacements, missions	04/09/2024	D30	Frais mission-représentation	Nelson Camara • Perdiem NC mission Paris Sept24	1350		REVOLUT AFD : 1 350.00 €
n-déplacements, missions	05/08/2024	D27	Frais mission-représentation	Nelson Camara • Frais NC Juillet 2024 (airbnb)	1479		REVOLUT AFD : 1 479.00 €
n-déplacements, missions	01/08/2024	D26	Frais mission-représentation	Alioune Badara Deme • Frais mission Paris ABD Juillet24	282.97		REVOLUT AFD : 307.97 €
n-déplacements, missions	27/07/2024	D62	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Décalage Vol Retour Juillet à Septembre 2024 (Mission Paris)	245		CAISSE : 245.00 €
n-déplacements, missions	25/07/2024	D23	Frais hébergement liés aux déplacements, événements	Ratp	72		REVOLUT AFD : 72.00 €
n-déplacements, missions	24/07/2024	D60	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Passe Navigo Transport Nelson CAMARA Taggat 26	32		CAISSE : 32.00 €
n-déplacements, missions	19/04/2024	D08	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Nelson Camara • Perdiem mission Paris	750		REVOLUT AFD : 750.00 €
n-déplacements, missions	22/04/2024	D06	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, métro	Gotogate1008904695	957.95		REVOLUT AFD : 957.95 €
n-déplacements, missions	29/04/2024	D51	Frais mission-représentation	Nelson Camara • Frais NC Avril 2024 Mission Paris	461.4		REVOLUT AFD : 461.40 €
n-déplacements, missions	05/07/2024	D17	Frais hébergement liés aux déplacements, événements	Opodo	1899.97		REVOLUT AFD : 1 899.97 €
n-déplacements, missions	10/07/2024	D18	Frais mission-représentation	Nelson Camara • Perdiem Mission Paris Juillet 2024	1200		REVOLUT AFD : 1 200.00 €

Catégorie dépenses	Date	Numéro	Libellé	Commentaire	Montant	Annuité	Banque
n-déplacements, missions	20/07/2024	D58	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, me	Transport Aéroport Blaise Diagne (Aller Mission Paris Jul	38.11		CAISSE : 38.11 €
n-déplacements, missions	21/07/2024	D59	Frais de déplacement : autoroute, train, bus, me	Transport Aéroport Nelson CAMARA et Transport Aéroport	148.47		CAISSE : 148.47 €
n-déplacements, missions	22/07/2024	D19	Frais hébergement liés aux déplacements, évèn	Gotogate1018139716	94.19		REVOLUT AFD : 94.19 €
n-déplacements, missions	23/07/2024	D20	Frais hébergement liés aux déplacements, évèn	Gotogate1027118800	897.95		REVOLUT AFD : 897.95 €
n-déplacements, missions	23/07/2024	D21	Frais mission-représentation	Alioune Badara Deme • Perdiem mission Paris ABD Juillet	450		REVOLUT AFD : 475.00 €
n-déplacements, missions	24/07/2024	D22	Frais hébergement liés aux déplacements, évèn	Opodo	750.97		REVOLUT AFD : 750.97 €
n-publicité, publication	30/12/2024	D68	Outils de communication : banderoles, panneau	Paiement facture conception du logo + charte graphique	762.24		CAISSE : 762.24 €
n-dotations aux amortiss...	24/04/2024	D07	Matériel informatique : Imprimante, ordinateur,	Ss_multimedia	3969.24	907.78	
n-remuneration intermedi...	10/12/2024	D46	Honoraires	ACOMPTE PROGRAMME TAGGAT	24780		BNP PARISBAS : 24 780.00 €
n-remuneration intermedi...	25/03/2024	D03	Honoraires	Facture SASU250324 honoraire consultant programme TA	17700		REVOLUT AFD : 17 725.00 €
n-remuneration intermedi...	25/03/2024	D01	Honoraires	Vers Sport Impact SASU • Avance de démarrage 20% con	33040		REVOLUT AFD : 33 065.00 €
n-salaires et traitements	23/12/2024	D48	Salaire net du personnel	INDEMNITE DE STAGE AS	381.13		BNP PARISBAS : 381.13 €
n-salaires et traitements	23/12/2024	D45	Salaire net du personnel	INDEMNITE DE STAGE RW	381.13		BNP PARISBAS : 381.13 €
n-salaires et traitements	25/11/2024	D41	Salaire net du personnel	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Nov 2024	381.13		REVOLUT AFD : 812.26 €
n-salaires et traitements	25/11/2024	D41	Salaire net du personnel	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Nov	381.13		REVOLUT AFD : 812.26 €
n-salaires et traitements	28/10/2024	D39	Salaire net du personnel	Racky Hadiya Wane • Salaire RW Oct 2024	381.13		REVOLUT AFD : 406.12 € REVOLUT AFD : 406.13 € REVOLUT AFD : 1 817.00 €
n-salaires et traitements	28/10/2024	D39	Salaire net du personnel	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Oct 2024	381.12		REVOLUT AFD : 406.12 € REVOLUT AFD : 406.13 € REVOLUT AFD : 1 817.00 €
n-salaires et traitements	25/09/2024	D35	Salaire net du personnel	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Sept 2024	340.6		REVOLUT AFD : 2 000.00 € REVOLUT AFD : 365.60 € REVOLUT AFD : 365.60 €
n-salaires et traitements	25/09/2024	D35	Salaire net du personnel	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Sept 2024	340.6		REVOLUT AFD : 2 000.00 € REVOLUT AFD : 365.60 € REVOLUT AFD : 365.60 €
n-salaires et traitements	15/08/2024	D28	Salaire net du personnel	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Août 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	15/08/2024	D28	Salaire net du personnel	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Août 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	29/07/2024	D24	Salaire net du personnel	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Juillet 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	29/07/2024	D24	Salaire net du personnel	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Juillet 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	27/06/2024	D15	Salaire net du personnel	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Juin 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	27/06/2024	D15	Salaire net du personnel	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Juin 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	28/05/2024	D11	Salaire net du personnel	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Mai 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	28/05/2024	D11	Salaire net du personnel	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Mai 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	30/04/2024	D50	Salaire net du personnel	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Avril 2024	305		REVOLUT AFD : 330.00 €
n-salaires et traitements	04/04/2024	D56	Salaire net du personnel	Salaire mars Abdoulaye Sissokho	160		CAISSE : 160.00 €
n-salaires et traitements	03/04/2024	D55	Salaire net du personnel	Salaire mars racky Wane	160		CAISSE : 160.00 €
n-services bancaires, autres	24/09/2024	D54	Prestations de services	Transfer to Bamba Business Company refund	-2417.58		REVOLUT AFD : -2 417.58 €
n-services bancaires, autres	09/09/2024	D32	Prestations de services	Bamba Business Company • Facture BBC FAC 2024/037	2515.41		REVOLUT AFD : 2 540.41 €
n-services bancaires, autres	30/12/2024	D69	Frais bancaires, commissions, agios	Frais d'envoi paiement facture	7.62		CAISSE : 7.62 €
n-services bancaires, autres	23/12/2024	D44	Frais bancaires, commissions, agios	FRAIS BANCAIRE SUR VIREMENT AS & RW	30		BNP PARISBAS : 30.00 €
n-services bancaires, autres	10/12/2024	D47	Frais bancaires, commissions, agios	FRAIS DE COMMISSION	39.5		BNP PARISBAS : 39.50 €

Catégorie dépenses	Date	Numéro	Libellé	Commentaire	Montant	Annuité	Banque
n-services bancaires, autres	25/11/2024	D41	Frais bancaires, commissions, agios	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Nov 2024	25		REVOLUT AFD : 812.26 €
n-services bancaires, autres	25/11/2024	D41	Frais bancaires, commissions, agios	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Nov	25		REVOLUT AFD : 812.26 €
n-services bancaires, autres	05/11/2024	D40	Frais bancaires, commissions, agios	Frais sur virement bancaire	25		REVOLUT AFD : 2 525.00 €
n-services bancaires, autres	28/10/2024	D39	Frais bancaires, commissions, agios	Nelson Camara • Remboursement frais NC Oct241	25		REVOLUT AFD : 406.12 € REVOLUT AFD : 406.13 € REVOLUT AFD : 1 817.00 €
n-services bancaires, autres	28/10/2024	D39	Frais bancaires, commissions, agios	Racky Hadiya Wane • Salaire RW Oct 2024	25		REVOLUT AFD : 406.12 € REVOLUT AFD : 406.13 € REVOLUT AFD : 1 817.00 €
n-services bancaires, autres	28/10/2024	D39	Frais bancaires, commissions, agios	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Oct 2024	25		REVOLUT AFD : 406.12 € REVOLUT AFD : 406.13 € REVOLUT AFD : 1 817.00 €
n-services bancaires, autres	28/09/2024	D74	Frais bancaires, commissions, agios	Espèces chez 001000051101	9.97		REVOLUT AFD : 9.97 €
n-services bancaires, autres	25/09/2024	D35	Frais bancaires, commissions, agios	Frais bancaire sur virement salaire Abdoulaye & Racky	50		REVOLUT AFD : 2 000.00 € REVOLUT AFD : 365.60 € REVOLUT AFD : 365.60 €
n-services bancaires, autres	20/09/2024	D52	Frais bancaires, commissions, agios	Bamba Business Company • Facture BBC FAC 2024/037	25		REVOLUT AFD : 2 540.41 €
n-services bancaires, autres	09/09/2024	D32	Frais bancaires, commissions, agios	Bamba Business Company • Facture BBC FAC 2024/037	25		REVOLUT AFD : 2 540.41 €
n-services bancaires, autres	06/09/2024	D73	Frais bancaires, commissions, agios	Espèces chez 00y5561702	5.44		REVOLUT AFD : 5.44 €
n-services bancaires, autres	15/08/2024	D28	Frais bancaires, commissions, agios	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Août 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	15/08/2024	D28	Frais bancaires, commissions, agios	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Août 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	01/08/2024	D26	Frais bancaires, commissions, agios	Alioune Badara Deme • Frais mission Paris ABD Juillet24	25		REVOLUT AFD : 307.97 €
n-services bancaires, autres	29/07/2024	D24	Frais bancaires, commissions, agios	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Juillet 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	29/07/2024	D24	Frais bancaires, commissions, agios	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Juillet 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	23/07/2024	D21	Frais bancaires, commissions, agios	Alioune Badara Deme • Perdiem mission Paris ABD Juillet	25		REVOLUT AFD : 475.00 €
n-services bancaires, autres	27/06/2024	D15	Frais bancaires, commissions, agios	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Juin 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	27/06/2024	D15	Frais bancaires, commissions, agios	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Juin 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	28/05/2024	D11	Frais bancaires, commissions, agios	Abdoulaye Sissokho • Salaire AS Mai 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	28/05/2024	D11	Frais bancaires, commissions, agios	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Mai 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 € REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	30/04/2024	D70	Frais bancaires, commissions, agios	Espèces chez La Banque Postal	12		REVOLUT AFD : 12.00 €
n-services bancaires, autres	30/04/2024	D50	Frais bancaires, commissions, agios	Bineta Racky Hadiya Wane • Salaire RW Avril 2024	25		REVOLUT AFD : 330.00 €
n-services bancaires, autres	29/04/2024	D71	Frais bancaires, commissions, agios	Espèces chez 00y5561702	11.18		REVOLUT AFD : 11.18 €
n-services bancaires, autres	24/04/2024	D07	Frais bancaires, commissions, agios	Ss. multimedia	57.51		REVOLUT AFD : 4 026.75 €
n-services bancaires, autres	04/04/2024	D72	Frais bancaires, commissions, agios	Espèces chez 001000051101	6.53		REVOLUT AFD : 6.53 €
n-services bancaires, autres	25/03/2024	R03	Versement des fondateurs	De Formation Sport Sénégal	24.73		REVOLUT PRINCIPAL : 49.46 €
n-services bancaires, autres	25/03/2024	D78	Frais bancaires, commissions, agios	Vers Formation Sport Sénégal	-24.73		REVOLUT PRINCIPAL : 24.73 €
n-services bancaires, autres	25/03/2024	D03	Frais bancaires, commissions, agios	Facture SASU250324 honoraire consultant programme T	25		REVOLUT AFD : 17 725.00 €
n-services bancaires, autres	25/03/2024	D01	Frais bancaires, commissions, agios	Vers Sport Impact SASU • Avance de démarrage 20% com	25		REVOLUT AFD : 33 065.00 €

Catégorie dépenses	Date	Numéro	Libellé	Coordination programme		Communication externe / playdoyer fédérations	
Ressources Humaines	04/03/2024	265	VIREMENT FAVEUR SALAIRE FEV 2024 SA	2 292 000.	15%	343800	20%
Ressources Humaines	29/03/2024	260	VIRT FAV CAMARA NELSON rglment sala	2 291 900.	15%	343785	20%
Ressources Humaines	30/04/2024	277	Virements multiples vrmt salaire av	2 291 900.	15%	343785	20%
Ressources Humaines	30/05/2024	286	SALAIRE MAI 2024 ET RENUMERATION FO	2 291 900.	15%	343785	20%
Ressources Humaines	28/06/2024	299	Virements multiples vrmt salaire ju	2 293 100.	15%	343965	20%
Ressources Humaines	19/11/2024	735	VRMT SALAIRE ET RENUMERATION JUILLE	2 293 100.	15%	343965	20%
Ressources Humaines	17/12/2024	746	SALAIRE AOUT 2024 ET RENUMERATION	2 293 000.	15%	343950	20%
Ressources Humaines	17/12/2024	746	SALAIRE OCTOBRE 2024 ET RENUMARATIO	2 293 100.	15%	343965	20%
Ressources Humaines	17/12/2024	746	SALAIRE SEPTEMBRE 2024 ET RENUMERAT	2 293 100.	15%	343965	20%
Ressources Humaines	17/12/2024	746	SALAIRE SEPTEMBRE 2024 ET RENUMERAT	2 293 100.	15%	343965	20%
Ressources Humaines	04/03/2024	265	SN0991002493 VOC6942/24 VIR84ENT FA	570 900.			30%
Ressources Humaines	29/03/2024	260	SN0991928991 VOC9895/24 VIR84ENT FA	625 000.			30%
Ressources Humaines	07/05/2024	292	Virements multiples V/VIRT SAL MONT	625 000.			30%
Ressources Humaines	27/05/2024	284	SN0001101169 VOC15905/24 VIREMENT F	625 000.			30%
Ressources Humaines	28/06/2024	299	VOC19660/24 VIREMENT FAVEUR ALIOUNE	625 000.			30%
Ressources Humaines	30/07/2024	794	ALIOUNE BADARA DEME	625 000.			30%
Ressources Humaines	02/09/2024	562	SN0001238019 VOC27117/24 VIREMENT F	625 000.			30%
Ressources Humaines	01/10/2024	570	SN0001283221 VOC30540/24 VIREMENT F	625 000.			30%
Ressources Humaines	29/10/2024	796	ALIOUNE BADARA DEME	625 000.			30%
Ressources Humaines	19/11/2024	735	VIREMENT FAVEUR Alioune Badara DEME	625 000.			30%
Ressources Humaines	16/12/2024	747	VIREMENT FAVEUR Alioune Badara DEM	625 000.			30%
Ressources Humaines	04/03/2024	265	INDEMNITE CELIA DIA	710 600.	100%	710600	
Ressources Humaines	29/03/2024	260	INDEMNITE CELIA DIA	710 600.	100%	710600	
Ressources Humaines	30/04/2024	683	INDEMNITE CELIA DIA	752 632.	100%	752632	
Ressources Humaines	31/05/2024	684	INDEMNITE CELIA DIA	752 632.	100%	752632	
Ressources Humaines	27/06/2024	686	INDEMNITE CELIA DIA	1 052 632.	100%	1052632	
Ressources Humaines	28/06/2024	685	INDEMNITE CELIA DIA	752 632.	100%	752632	
Ressources Humaines	29/07/2024	687	INDEMNITE CELIA DIA	752 632.	100%	752632	
Ressources Humaines	29/08/2024	688	INDEMNITE CELIA DIA	752 632.	100%	752632	
Ressources Humaines	30/09/2024	689	INDEMNITE CELIA DIA	1 805 263.	100%	1805263	
Ressources Humaines	04/03/2024	265	VIREMENT FAVEUR SALAIRE FEVRIER 202	500 500.	50%	250250	
Ressources Humaines	29/03/2024	260	VIR BOAWEB FAV CISSE WRIAM RAIHANAT	600 000.	50%	300000	
Ressources Humaines	27/05/2024	284	VIR BOAWEB FAV CISSE MYRIAM RAIHANA	600 000.	50%	300000	
Ressources Humaines	30/04/2024	281	Virements multiples vrmt salaire av	600 000.	50%	300000	
Ressources Humaines	30/06/2024	308	Virements multiples vrmt salaire ju	600 000.	50%	300000	
Ressources Humaines	30/07/2024	794	MYRIAM CISSE	600 000.	50%	300000	

Catégorie dépenses	Date	Numéro	Libellé	Coordination programme		Communication externe / playdoyer fédérations	
Ressources Humaines	02/09/2024	562	VIR BOAWEB FAV CISSE MYRIAM RAIHANA	600 000.	50%	300000	
Ressources Humaines	01/10/2024	570	VIR BOAWEB FAV CISSE MYRIAM RAIHANA	601 200.	50%	300600	
Ressources Humaines	29/10/2024	796	MYRIAM CISSE	600 000.	50%	300000	
Ressources Humaines	30/11/2024	845	PAIEMENT SALAIRE NOV MYRIAM CISS	600 000.	50%	300000	
Ressources Humaines	23/12/2024	742	VIR CISSE MYRIAM RAIHANATOU- SALAIR	600 000.	50%	300000	
Ressources Humaines	04/03/2024	848	REMUNERATION RAHATOU	362 000.	60%	217200	
Ressources Humaines	28/03/2024	258	Rahinatou Aboubacar	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	27/05/2024	284	VIR BOAWEB FAV ABOUBACAR NOMAOU NAN	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	30/04/2024	281	Virements multiples vrmt salaire av	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	30/06/2024	308	Virements multiples vrmt salaire ju	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	30/07/2024	794	ABOUBACAR NANA RAHINATOU	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	02/09/2024	562	VIR BOAWEB FAV ABOUBACAR NOMAOU NAN	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	01/10/2024	570	VIR BOAWEB FAV ABOUBACAR NOMAOU NAN	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	29/10/2024	796	ABOUBACAR NANA RAHINATOU	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	27/11/2024	671	Paieement salaire du mois de novembr	450 000.	60%	270000	
Ressources Humaines	23/12/2024	742	VIR ABOUBACAR NOMAOU NANA RAH-SALAI	584 200.	60%	350520	
Développement et Maintenance IT	290324	690	INDEMNITE LATE VITUS	200 000.	100%	200 000.	
Développement et Maintenance IT	290424	691	INDEMNITE LATE VITUS	200 000.	100%	200 000.	
Développement et Maintenance IT	290524	692	INDEMNITE LATE VITUS	200 000.	100%	200 000.	
Développement et Maintenance IT	280624	693	INDEMNITE LATE VITUS	200 000.	100%	200 000.	
Développement et Maintenance IT	280724	694	INDEMNITE LATE VITUS	200 000.	100%	200 000.	
Développement et Maintenance IT	080824	795	REGT VITUS	350 000.	100%	350 000.	
Développement et Maintenance IT	020224	232	Ifcom Technology	650 000.	45%	292 500.	
Développement et Maintenance IT	220124	179	CABLAGE INFORMATIQUE ITECH	400 100.	45%	180 045.	
Développement et Maintenance IT	121124	574	HEBERGEMENT SITE	411 480.	45%	185 166.	
Développement et Maintenance IT	140524	282	Ipcom Technology	105 000.	45%	47 250.	
Achat équipements IT et mobile	06/06/2024	337	TELEVISEUR SAMUNG 65 SMART TV 4K SALLE D	500 000.	45%	225 000.	
Achat équipements IT et mobile	07/12/2024	801	IPHONE 16 PRO 512GO 1	840 000.	45%	378 000.	
Achat équipements IT et mobile	07/12/2024	801	IPHONE 16 PRO 256GO 1	750 000.	45%	337 500.	

Catégorie dépenses	Date	Numéro	Libellé	Coordination programme		Communication externe / playdoyer fédérations	
Frais administratifs	14/05/2024	282	Syspea	350820	0.45	157 869.00	
Frais administratifs	45293	826	REDEVANCE HEBERGEMENT+ DOMAINE	295062	0.45	132 777.90	
Frais administratifs	45320	176	REGT FACTURE DISCOVER	289000	0.45	130 050.00	
Frais administratifs	45324	718	CHAISES & TABLE BAR BUREAU	241000	0.45	108 450.00	
Frais administratifs	45657	849	AUTRES FRAIS BANCAIRES	227126	0.45	102 206.70	
Frais administratifs	45402	311	ENTRETIEN VEHICULE OH GARAGE	208270	0.45	93 721.50	
Frais administratifs	45623	673	Paielement facture mobile et internet	206100	0.45	92 745.00	
Frais administratifs	45562	544	Paielement facture Internet et Mobile	205900	0.45	92 655.00	
Frais administratifs	45332	829	FACTURE CARBURANT TOTAL	200000	0.45	90 000.00	
Frais administratifs	45435	38	ACHAT CARBURANT TOTAL	200000	0.45	90 000.00	
Frais administratifs	45642	747	VIREMENT FAVEUR TOTAL SN	200000	0.45	90 000.00	
Frais administratifs	45624	580	ACHAT CARBURANT	199998	0.45	89 999.10	
Frais administratifs	45657	780	ACHAT CARBURANT FA N°PM24/362000	199400	0.45	89 730.00	
Frais administratifs	45595	636	Paielement facture mobile	156800	0.45	70 560.00	
Frais administratifs	45656	820	Paielement facture sonatel mobile	156800	0.45	70 560.00	
Frais administratifs	45441	294	Sonatel Mobile	156700	0.45	70 515.00	
Frais administratifs	45546	534	Paielement facture Mobile	156700	0.45	70 515.00	
Frais administratifs	45470	298	Sonatel Mobile	156600	0.45	70 470.00	
Frais administratifs	45499	498	Sonatel Mobile	156600	0.45	70 470.00	
Frais administratifs	45545	830	FACTURE CARBURANT TOTAL	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45351	242	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45379	257	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45412	275	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45439	284	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45471	682	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45502	695	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45535	701	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45565	696	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45595	697	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45626	698	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	

Catégorie dépenses	Date	Numéro	Libellé	Coordination programme		Communication externe / playdoyer fédérations	
Frais administratifs	45649	700	PRESTATION AMY FAYE	150000	0.45	67 500.00	
Frais administratifs	45588	448	ACHAT CARBURANT TOTAL	149999	0.45	67 499.55	
Frais administratifs	45345	239	Sonatel mobile	135800	0.45	61 110.00	
Frais administratifs	45377	122	Mobile	135600	0.45	61 020.00	
Frais administratifs	45407	149	Mobile	135600	0.45	61 020.00	
Frais administratifs	45397	135	Chaise de bureau	97000	0.45	43 650.00	
Frais administratifs	45504	555	INTERETS DEBIT	81938	0.45	36 872.10	
Frais administratifs	45534	556	INTERETS DEBIT	77164	0.45	34 723.80	
Frais administratifs	45380	260	INTERETS DEBIT	63864	0.45	28 738.80	
Frais administratifs	45657	737	Commission de mouvements 0998190000	55161	0.45	24 822.45	
Frais administratifs	45554	427	RENOUVELLEMENT NOM DOMAINE	52477	0.45	23 614.65	
Frais administratifs	45565	559	INTERETS DEBIT	52098	0.45	23 444.10	
Frais administratifs	45625	732	INTERETS DEBIT	51328	0.45	23 097.60	
Frais administratifs	45624	579	ATTESTATION BOA	50000	0.45	22 500.00	
Frais administratifs	45377	123	Internet	49700	0.45	22 365.00	
Frais administratifs	45407	150	Internet	49700	0.45	22 365.00	
Frais administratifs	45441	294	Sonatel Internet	49600	0.45	22 320.00	
Frais administratifs	45499	499	Sonatel Internet	49600	0.45	22 320.00	
Frais administratifs	45545	531	Paiement facture Internet	49600	0.45	22 320.00	
Frais administratifs	45470	298	Sonatel Internet	49500	0.45	22 275.00	
Frais administratifs	45656	821	Paiement facture sonatel internet	49500	0.45	22 275.00	
Frais administratifs	45428	288	COMMISSIONS ET FRAIS SUR TRANSFERT	47071	0.45	21 181.95	
Frais administratifs	45593	630	Paiement facture internet	46900	0.45	21 105.00	
Frais administratifs	45657	737	INTERETS DEBIT	43148	0.45	19 416.60	
Frais administratifs	45443	293	INTERETS DEBIT	42682	0.45	19 206.90	
Frais administratifs	45624	733	FRAIS ATTESTATION D'OUVERTURE DE CO	40950	0.45	18 427.50	
Frais administratifs	45428	288	COMMISSIONS ET FRAIS SUR TRANSFERT	35303	0.45	15 886.35	
Frais administratifs	45474	399	HEBERGEMENT MAIL	32338	0.45	14 552.10	
Frais administratifs	45505	403	HEBERGEMENT MAIL	31748	0.45	14 286.60	
Frais administratifs	45444	394	GOOGLE MAILCHIMP	31682	0.45	14 256.90	

Catégorie dépenses	Date	Numéro	Libellé	Coordination programme		Communication externe / playdoyer fédérations	
Frais administratifs	45536	431	HERGEMENT ADRESSE MAIL	31538	0.45	14 192.10	
Frais administratifs	45536	431	HERGEMENT ADRESSE MAIL	31538	0.45	14 192.10	
Frais administratifs	45597	571	HEBERGEMENT ADRESSE MAIL	31507	0.45	14 178.15	
Frais administratifs	45657	762	REDEVANCE SITE INTERNET	31506	0.45	14 177.70	
Frais administratifs	45413	321	HEBERGEMENT ADRESSE MAIL	30856	0.45	13 885.20	

Annexe 3 :

Liste des personnes contactées

Annexe 3 : Liste des personnes contactées

Nom et Prénom	Fonction
Nelson Camara	Président de l'Association Sport Impact
Rahinatou Aboubacar	Office Manager
Cheikhou Oumar Bah	Prestataire Comptable

Annexe 4 :

Questionnaire d'audit renseigné

LISTE DE VERIFICATION AUDIT FINANCIER

L'auditeur retenu au titre de l'appel d'offre s'engage à réaliser l'ensemble des vérifications suivantes, et à **annexer cette liste complétée et signée au rapport d'audit**. Si certains points n'ont pas pu être vérifiés, il conviendra de le préciser et d'en donner la raison dans la lettre de management.

Auditeur (nom/statut/adresse) : KPMG Sénégal – 2, Place de l'indépendance, Dakar, Sénégal
Certification/qualification : Cabinet d'audit et d'expertise comptable
Bénéficiaire audité : ASSOCIATION SPORT IMPACT
Dates de l'audit : Du 23 au 27 Juin 2025
N° convention AFD : CSN 1801 01 B
Montant audité : 124 887 Euros
Tranches : Première tranche de 300 000 Euros

1. QUESTIONS DE CONTRÔLE	Oui, le point a été vérifié	Rajouter un commentaire si le point n'a pas pu être vérifié
1.1 Modalités du contrôle		
L'échantillonnage des dépenses à vérifier a-t-il été défini de façon indépendante par l'auditeur ?	X	
L'échantillon de dépenses à vérifier est-il supérieur à 50% du montant total des dépenses du projet ?	X	
Chaque rubrique du budget a-t-elle fait l'objet de vérifications pour un montant significatif ?	X	
Le contrôle des dépenses gérées localement a-t-il été effectué par l'auditeur ? Si cela est le cas, veuillez expliciter la méthode de contrôle (déplacement sur le terrain, association avec un cabinet d'audit local, remontée des pièces locales au niveau du siège, etc.) ?	X	
1.2. Obligations contractuelles		
Les documents contractuels (formulaire de candidature, convention de financement, accord de partenariat) existent-ils ; sont-ils signés et datés ?	X	
Existe-t-il un système clair de gestion comptable et financier ? Les responsabilités de la structure, de la coordination du projet, de la gestion et des contrôles financiers ont-elles été clairement définies ?	X	
Les dispositions incluses dans la Convention de financement ainsi que celles prévues par les Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers en vigueur au moment de l'octroi ont-elles été respectées ?	X	
1.3. Analyse du plan de financement		
Le budget convenu contractuellement a-t-il été globalement respecté, dans la limite des règles définies par rubrique budgétaire et partenaire ? Si vous avez constaté une variation supérieure à 20% du total de chacune des rubriques budgétaires, a-t-elle fait l'objet d'un avis de non objection de la part de l'AFD ?	X	

1. QUESTIONS DE CONTRÔLE	Oui, le point a été vérifié	Rajouter un commentaire si le point n'a pas pu être vérifié
1.4. Vérification du système comptable		
Le système d'enregistrement permet-il d'attribuer à chaque dépense une facture ou une pièce comptable d'une valeur probante équivalente ?	X	
Le système d'enregistrement permet-il d'attribuer à chaque dépense un justificatif de paiement (généralement un relevé bancaire, une confirmation de virement bancaire, un ticket de caisse) ?	X	
1.5. Contrôle des dépenses		
<u>Conformité à la législation applicable</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les règles communautaires et nationales ont-elles été respectées ? - Le processus de passation de marché public est-il conforme concernant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les règles de passation de marché public européennes et nationales/ internes et celles stipulées dans la convention. ▪ La documentation sur le respect de la procédure retenue (candidatures, lettres de rejet, notification, contrat). ▪ Les principes de transparence, de non discrimination, de traitement équitable et de respect de la concurrence ont-ils été respectés ? 	X	
<u>Contrôle de l'éligibilité des dépenses</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses sont-elles conformes aux critères d'éligibilité explicités dans la Convention de financement ? 	X	
<u>Dépenses de personnel</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses sont-elles bien liées aux employés de L'Association Sport Impact ou autrement justifiées au titres des actions prévues dans la convention? - Les charges de personnel sont-elles justifiées par des documents tels que les contrats de travail, les bulletins de paie (ou tout autre document de valeur probante équivalente), justificatifs de paiement, détail des calculs pour la détermination du coût unitaire du personnel (jour, semaine, mois), fiches de pointage, feuilles de temps spécifiques au projet ? - Le calcul repose-t-il sur les coûts réels (salaires bruts + obligations contractuelles de l'employeur pour l'employé ayant effectivement travaillé sur le projet) ? - Lorsque le personnel ne travaille pas à temps plein sur le projet, le calcul du prorata est-il basé sur une méthode tracée et vérifiable ? 	X	
<u>Voyage et hébergement</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses de déplacement, perdiem et d'hébergement ont-elles été déclarées conformément à une réglementation interne établie par Sport Impact ? 	X	

1. QUESTIONS DE CONTRÔLE	Oui, le point a été vérifié	Rajouter un commentaire si le point n'a pas pu être vérifié
<ul style="list-style-type: none"> - Les voyages auxquels ces dépenses se rapportent sont-ils justifiés par les objectifs du projet tels qu'ils étaient prévus dans la demande initiale ? - Les déplacements sont-ils circonscrits aux zones géographiques couvertes dans le projet ? Si extérieurs, ont-ils été explicitement validés avec l'AFD ? - Les dépenses de déplacement et d'hébergement sont-elles exclusivement liées à des voyages effectués par des intervenants du projet identifiés par Sport Impact ou ses partenaires ? 		
<p><u>Les dépenses d'équipement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le matériel acheté a-t-il été prévu initialement dans la demande de financement ? Si ce n'est pas le cas, y a-t-il une validation de l'AFD par ANO conformément aux dispositions du guide méthodologique (seuil de matérialité > 10 000 € pour les projets de terrain et d'intérêt général) ? - Dans le cas où un bien matériel est valorisé, la méthode d'amortissement est-elle conforme aux règles de la comptabilité générale ? - Si le matériel n'a pas uniquement été utilisé pour le Projet, seule une part des coûts réels est-elle allouée au projet ? Cette part est-elle calculée selon une méthode équitable et justifiée ? 	X	
<p><u>Expertises externes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses sont-elles liées aux éléments prévus sur cette ligne budgétaire d'après les caractéristiques mentionnées dans la demande de financement ? - Le recours à l'expertise externe a-t-il été réalisé en conformité avec les règles de mise en concurrence et de passation stipulées dans la convention ? 	X	
<p><u>Taux de change</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La méthode de conversion appliquée par Sport Impact a-t-elle été expliquée et le taux vérifié ? - Sport Impact a-t-il spécifié la manière dont il utilisera les sommes générées par les gains de change et compensera les pertes de change pendant la durée de mise en œuvre du projet ? 	X	

2. LIVRABLES ATTENDUS	Oui, transmis à l'AFD	Non, pourquoi ?
Un rapport d'audit des dépenses apportant des commentaires sur chacun des contrôles ainsi que le montant des dépenses déclarées inéligibles et incluant notamment une évaluation sur les éventuels appels d'offre, les rétrocessions et les valorisations réalisées au cours du projet.	X	
Une lettre de management reprenant les principales conclusions du rapport de vérification des dépenses et formulant les principales recommandations.	X	

Seydina Issa NDIAYE
Associé



KPMG Sénégal

Annexe 5 :

Termes de référence de la mission

**Termes de références Audit Financier pour le programme « TAGGAT 2026 » :
Renforcement des capacités du mouvement sportif sénégalais
Convention de financement AFD N° CSN 1801 01 B**

Entité : ASSOCIATION SPORT IMPACT

Objet : Audit annuel du Programme : « TAGGAT 2026 »

Période à auditer : du 1^{er} Janvier 2024 au 31 décembre 2024 (renouvelable)

Date estimée de démarrage : 1^{er} Mars 2025

Lieux de l'audit : Dakar – Sénégal

Table des matières

I.	Avant-propos	46
II.	Description du projet	46
III.	Objectif de l’audit.....	47
IV.	Organisation de l’audit.....	47
V.	Déroulement et Etendue de l’audit	48
VI.	Rapports à fournir.....	49
VII.	Documents de référence	49
VIII.	Proposition technique et financière	50
IX.	Traitements des applications	50
X.	Envoi des offres	51
XI.	Annexes.....	52

I. Avant-propos

L'Association Sport Impact est une association de droit français à but non lucratif de loi 1901 ayant pour objectif de connecter le monde du sport avec celui du financement du développement pour contribuer, d'une part, à la réalisation des Objectifs de Développement Durable tels que définis par les Nations Unies et, d'autre part, à l'essor d'un écosystème pérenne lié à la thématique sport pour le développement économique et social.

Elle assure la coordination du programme « Taggat 2026 » une initiative portée par le Ministère des Sports Sénégalais et le Comité National Olympique et Sportif Sénégalais avec le soutien de l'Agence Française de Développement.

II. Description du projet

Le programme Taggat 2026 s'inscrit dans le cadre de l'organisation des prochains Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Dakar 2026, avec pour objectif de renforcer les capacités du mouvement sportif sénégalais en s'appuyant sur une identification préalable des besoins prioritaires exprimés par ses acteurs.

Il vise à renforcer les capacités de deux typologies d'acteurs :

- les enseignants actifs au sein d'une sélection d'instituts et centres de formation professionnelle publics au Sénégal (dont l'INSEPS, le CNEPS, l'Université Gaston Berger - UGB) et,
- les cadres actifs au sein d'une sélection d'organisations sportives sénégalaises (ministère, comité olympique, fédérations) ou structures publiques actives dans l'écosystème sport nationale (en particulier les gestionnaires d'infrastructures sportives)

Le premier volet s'inscrit davantage dans une logique d'impacts long terme avec un effet domino sur un maximum d'étudiants qui bénéficieront des cours dispensés par les enseignants dont les capacités auront été renforcées.

Le second volet (sous forme de formation continue), répond davantage à des défis et besoins immédiats en lien direct avec les enjeux de développement du sport de masse, du sport scolaire ou du sport professionnel avec notamment la prochaine organisation de compétitions sportives continentales et internationales au Sénégal.

Ce programme déployé sur une durée de 3 ans a débuté par une phase de diagnostic qui a permis de faire un ciblage plus précis des bénéficiaires et d'identifier leurs besoins prioritaires ainsi que les modules de formation associés.

III. Objectif de l'audit

Le programme coordonné par l'Association Sport Impact, financé par l'AFD, doit faire l'objet d'un audit financier externe annuel pour les dépenses réalisées. La recherche de l'auditeur externe est l'objectif des présents termes de référence.

L'auditeur sélectionné devra exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur le rapport financier établi par Association Sport Impact pour les dépenses mises en œuvre dans le cadre du projet. L'auditeur devra :

- Respecter la liste des vérifications à accomplir, présentée en annexe XI.1,
- S'assurer de la conformité des états financiers de chaque exercice audité,
- S'assurer de l'éligibilité des dépenses effectuées sur chaque exercice audité et reportées dans les états financiers de chaque exercice audité
- Se prononcer sur le respect des procédures listées dans la Convention de financement avec l'AFD et dans les Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers (<https://www.afd.fr/fr/ressources/directives-pour-la-passation-des-marches-finances-par-l-afd-dans-les-etats-etrangers>)
- Certifier les états financiers de chaque exercice audité à présenter à l'AFD

IV. Organisation de l'audit

Méthodologie et approche de l'audit

Le consultant proposera une note méthodologique pour la réalisation de cet audit. Celle-ci devra notamment préciser la méthodologie d'échantillonnage permettant d'assurer la représentativité des dépenses à contrôler au niveau global et pour chaque rubrique budgétaire.

L'audit financier se fera en utilisant les lignes directrices de l'AFD. A l'issue de la mission d'audit, l'auditeur ou le cabinet d'audit présentera une note de synthèse. La note de synthèse sera envoyée en version électronique.

Le respect des obligations contractuelles et du plan de financement, le contrôle des dépenses et leur enregistrement comptable, ainsi que le choix des taux de change utilisés doivent être vérifiés.

Lieu d'Intervention

Les interventions se dérouleront principalement au Sénégal compte tenu du lieu d'opération du programme. Les interactions pourront se dérouler à distance et / ou dans des locaux situés au Point-E – Rond-point Mame Abdoul Aziz Sy –Immeuble El hadji Omar Dia - Dakar.

V. Déroulement et Etendue de l'audit

L'audit se déroulera en plusieurs temps :

Réunion de cadrage avec l'auditeur

Cette réunion devra se tenir dans les jours qui suivent la signature du contrat. L'objectif principal de cette réunion est une bonne compréhension du périmètre et des modalités de contrôle de l'audit. Elle doit permettre à l'Association Sport Impact de renforcer les procédures internes indispensables au respect de ses obligations contractuelles afin, à terme, de faciliter le travail de contrôle de l'auditeur et de limiter au maximum le taux de dépenses inéligibles constatées en fin d'exécution de projet. Cette réunion peut également permettre à l'auditeur d'émettre des recommandations.

La réalisation et la restitution de l'audit financier annuel (des exercices 2024 à 2026)

L'examen comprendra comme tâches principales de :

- S'assurer que toutes les dépenses sur chaque exercice audité ont été encourues conformément aux dispositions prévues dans la Convention de financement et dans les Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers.
- Vérifier les critères d'éligibilité des dépenses reportées dans les états financiers de chaque exercice audité

Les critères d'éligibilité des dépenses sont principalement les suivants :

- Les dépenses ont été réellement encourues et ce pendant la période couverte par la Convention de financement
- Les dépenses encourues étaient prévues au budget et sont classées dans la bonne catégorie budgétaire.
- Les dépenses encourues étaient nécessaires à la mise en œuvre du projet
- Les dépenses encourues et reportées dans le rapport financier ont été enregistrées et allouées au projet dans le système comptable de Sport Impact conformément aux normes de comptabilité applicables au Sénégal et aux pratiques comptables habituelles.

L'auditeur réalisera l'ensemble des vérifications mentionnées dans la liste de vérification en annexe 1. Si certains points n'ont pas pu être vérifiés, il conviendra de le préciser et d'en donner la raison dans la lettre de management.

Il est prévu 3 audits annuels sur la période du contrat :

- Audit couvrant la période 01/01/2024 au 31/12/2024, à réaliser sur le mois de mars 2025
- Audit intermédiaire couvrant la période 01/01/2025 au 31/12/2025, à réaliser au cours du premier trimestre 2026
- Audit couvrant la période 01/01/2026 au 31/12/2026, à réaliser sur le mois de mars 2026, à réaliser au cours du premier trimestre 2027. Cet audit intégrera un audit final qui couvrira l'ensemble de la période du programme (2024-2026).

VI. Rapports à fournir

La réalisation du premier audit financier décrit dans la section V devra démarrer au plus tard le 1^{er} Mars 2025.

Le premier rapport d'audit devra être fourni dans le mois qui suit le démarrage de la mission. Il doit impérativement justifier la vérification des dépenses, apporter des commentaires sur chacun des contrôles. Il doit indiquer le montant des dépenses déclarées inéligibles (également commenté pour chaque dépense concernée). Les procédures de mise en concurrence, les éventuelles rétrocessions et valorisations doivent également être évaluées et commentées.

Une lettre de management reprenant les principales conclusions du rapport de vérification des dépenses et formulant les principales recommandations.

Une note de cadrage qui consignera ses principales recommandations pour la mise en œuvre de l'audit financier.

Chaque rapport d'audit annuel devra être transmis dans le mois qui suit le démarrage de l'audit concerné. A noter que la durée et la période de chaque phase d'audit pourrait varier en cours d'exécution du projet, et avec l'accord de l'Agence française de développement.

Le rapport d'audit final devra être fourni au plus tard dans les six mois qui suivent la fin du programme soit avant le 30 juin 2027. La période écoulée entre la réunion de clôture de l'audit et la transmission du rapport final de l'audit à l'Autorité contractante ne doit pas excéder 30 jours ouvrables.

Les documents devront être fournis en au moins deux exemplaires originaux et une version numérique. Pour chacun des points d'étapes ci-dessus, l'auditeur ou le cabinet d'audit présentera :

- Les rapports doivent apporter des commentaires sur chacun des contrôles ainsi que le montant des dépenses déclarées inéligibles et incluent notamment une évaluation sur les procédures de mise en concurrence, les appels d'offre, les rétrocessions et les valorisations réalisées au cours du projet.
- La liste de vérification (cf annexe XI.1) doit être annexée au rapport d'audit.
- Une lettre de management reprenant les principales conclusions du rapport de vérification des dépenses et formulant les principales recommandations.

VII. Documents de référence

- Convention de financement du programme « Taggat 2026 » signée entre Association Sport Impact et l'AFD
- Les avis de non-objection et éventuels avenants à la convention réalisés au cours du projet

- Directives pour la Passation des Marchés financés par l’AFD dans les Etats étrangers (<https://www.afd.fr/fr/ressources/directives-pour-la-passation-des-marches-finances-par-l-afd-dans-les-etats-etrangere>)
- Les états financiers au 31 décembre 2024 puis ceux des années civiles 2025 et 2026
- Le budget détaillé du projet et ses actualisations éventuelles validées par l’AFD (Montant global à auditer sur 2024 : inférieur à 150 000 (cent cinquante mille) euros, ciblé en 2025 : environ 500 000 (cinq cent mille) euros et ciblé en 2026 environ 350 000 (trois cent cinquante mille) euros)
- Les pièces justificatives nécessaires aux vérifications.

VIII. Proposition technique et financière

Le Consultant invité à soumissionner devra fournir les éléments suivants à Sport Impact :

Une proposition technique qui devra indiquer :

- La méthodologie proposée pour la conduite de l’audit
- Les références et expériences du consultant ;
- Le CV du ou des intervenants et la répartition des responsabilités ;
- Le calendrier prévisionnel d’intervention ainsi qu’une estimation des charges en hommes/jours ;

Une proposition financière qui devra indiquer :

- Les coûts totaux de l’audit en euros
- Les modalités de paiement (échancier)

Le profil du Consultant :

- L’associé signataire du rapport doit être un expert-comptable diplômé et membre des associations professionnelles des Experts Comptables.
- Les personnels associés devront avoir une expérience dans les audits projets financés par les bailleurs publics français.
- Application de standards professionnels reconnus (IFAC, IDEAS, ...)

La Déclaration d’intégrité, d’éligibilité et d’engagement environnemental et social doit être complétée et signée par la personne habilitée (cf. Annexe XI.2)

IX. Traitements des applications

Evaluation des applications

- Le Consultant sera choisi par la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût :
- Offre technique : compréhension des TDR, méthodologie, expériences du ou des consultants

- Offre financière : tarifs journaliers, nombre de jours proposés, frais annexes, offre globale correspondant au budget disponible

L'évaluation technique suivra la grille d'évaluation suivante :

Critères	
OFFRE TECHNIQUE	60%
Compréhension des TDR/Présentation de la méthodologie utilisée	15%
Références et expériences du consultant	25%
Expériences d'audit de structures ONG	
Expériences d'audit de projets internationaux	10%
Expérience dans l'audit de financement public	
CV du ou des intervenants/partage des responsabilités	10%
OFFRE FINANCIERE	40%
Calendrier prévisionnel d'intervention/estimation des charges en jour/homme	
TOTAL	100%

Une fois les offres reçues et analysées, les demandeurs se réservent le droit de négocier les propositions avec les candidats présélectionnés.

L'association Sport Impact se réserve également le droit de ne sélectionner aucun candidat si aucune offre n'était jugée satisfaisante.

Toute information concernant le programme « Taggat 2026 » est incluse dans les documents de cet appel d'offres ou fournie séparément doit être traitée de façon strictement confidentielle par le Consultant. Les demandeurs acceptent de ne divulguer ou publier aucune information relative à cet appel à d'offres.

De la même façon, tout document fourni par le Consultant sera considéré comme confidentiel.

X. Envoi des offres

Les offres, sont à envoyer, par mail, en langue française, avec en objet la référence : Audit Taggat 2026, aux adresses suivantes : ra@sport-impact.org – Office Manager en copie nc@sport-impact.org – Directeur Exécutif avec demande d'accusé de réception.

Date limite d'envoi des candidatures : le 28 février 2025 à 18h00 GMT.

XI. Annexes

XI.1 Liste de vérification à joindre au rapport

Questionnaire à remplir par l'auditeur et à remettre à l'Agence Française de Développement.

LISTE DE VERIFICATION AUDIT FINANCIER

L'auditeur retenu au titre de l'appel d'offre s'engage à réaliser l'ensemble des vérifications suivantes, et à **annexer cette liste complétée et signée au rapport d'audit**. Si certains points n'ont pas pu être vérifiés, il conviendra de le préciser et d'en donner la raison dans la lettre de management.

Auditeur (nom/statut/adresse) :
Certification/qualification :
Bénéficiaire audité : ASSOCIATION SPORT IMPACT
Dates de l'audit :
N° convention AFD : CSN 1801 01 B
Montant audité :
Tranches :

1. QUESTIONS DE CONTRÔLE	Oui, le point a été vérifié	Rajouter un commentaire si le point n'a pas pu être vérifié
1.1. Modalités du contrôle		
L'échantillonnage des dépenses à vérifier a-t-il été défini de façon indépendante par l'auditeur ?		
L'échantillon de dépenses à vérifier est-il supérieur à 50% du montant total des dépenses du projet ?		
Chaque rubrique du budget a-t-elle fait l'objet de vérifications pour un montant significatif ?		
Le contrôle des dépenses gérées localement a-t-il été effectué par l'auditeur ? Si cela est le cas, veuillez expliciter la méthode de contrôle (déplacement sur le terrain, association avec un cabinet d'audit local, remontée des pièces locales au niveau du siège, etc.) ?		

1. QUESTIONS DE CONTRÔLE	Oui, le point a été vérifié	Rajouter un commentaire si le point n'a pas pu être vérifié
1.1. Modalités du contrôle		
1.2. Obligations contractuelles		
Les documents contractuels (formulaire de candidature, convention de financement, accord de partenariat) existent-ils ; sont-ils signés et datés ?		
Existe-t-il un système clair de gestion comptable et financier ? Les responsabilités de la structure, de la coordination du projet, de la gestion et des contrôles financiers ont-elles été clairement définies ?		
Les dispositions incluses dans la Convention de financement ainsi que celles prévues par les Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers en vigueur au moment de l'octroi ont-elles été respectées ?		
1.3. Analyse du plan de financement		
<p>Le budget convenu contractuellement a-t-il été globalement respecté, dans la limite des règles définies par rubrique budgétaire et partenaire?</p> <p>Si vous avez constaté une variation supérieure à 20% du total de chacune des rubriques budgétaires, a-t-elle fait l'objet d'un avis de non objection de la part de l'AFD ?</p>		
1.4. Vérification du système comptable		
Le système d'enregistrement permet-il d'attribuer à chaque dépense une facture ou une pièce comptable d'une valeur probante équivalente ?		
Le système d'enregistrement permet-il d'attribuer à chaque dépense un justificatif de paiement (généralement un relevé bancaire, une confirmation de virement bancaire, un ticket de caisse) ?		
1.5. Contrôle des dépenses		
<p>Conformité à la législation applicable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les règles communautaires et nationales ont-elles été respectées ? - Le processus de passation de marché public est-il conforme concernant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les règles de passation de marché public européennes et nationales/ internes et celles stipulées dans la convention. 		

<ul style="list-style-type: none"> La documentation sur le respect de la procédure retenue (candidatures, lettres de rejet, notification, contrat). Les principes de transparence, de non discrimination, de traitement équitable et de respect de la concurrence ont-ils été respectés ? 		
<u>Contrôle de l'éligibilité des dépenses</u> - Les dépenses sont-elles conformes aux critères d'éligibilité explicités dans la Convention de financement ?		
<u>Dépenses de personnel</u> - Les dépenses sont-elles bien liées aux employés de L'Association Sport Impact ou autrement justifiées au titres des actions prévues dans la convention? - Les charges de personnel sont-elles justifiées par des documents tels que les contrats de travail, les bulletins de paie (ou tout autre document de valeur probante équivalente), justificatifs de paiement, détail des calculs pour la détermination du coût unitaire du personnel (jour, semaine, mois), fiches de pointage, feuilles de temps spécifiques au projet ? - Le calcul repose-t-il sur les coûts réels (salaires bruts + obligations contractuelles de l'employeur pour l'employé ayant effectivement travaillé sur le projet) ? - Lorsque le personnel ne travaille pas à temps plein sur le projet, le calcul du prorata est-il basé sur une méthode tracée et vérifiable ?		
<u>Voyage et hébergement</u> - Les dépenses de déplacement, perdiem et d'hébergement ont-elles été déclarées conformément à une réglementation interne établie par Sport Impact ? - Les voyages auxquels ces dépenses se rapportent sont-ils justifiés par les objectifs du projet tels qu'ils étaient prévus dans la demande initiale ? - Les déplacements sont ils circonscrits aux zones géographiques couvertes dans le projet ? Si extérieurs, ont-ils été explicitement validés avec l'AFD ? - Les dépenses de déplacement et d'hébergement sont elles-exclusivement liées à des voyages effectués par des intervenants du projet identifiés par Sport Impact ou ses partenaires ?		
<u>Les dépenses d'équipement</u> - Le matériel acheté a-t-il été prévu initialement dans la demande de financement ? Si ce n'est pas le cas, y a-t-il une validation de l'AFD par ANO conformément aux dispositions du guide méthodologique (seuil de matérialité > 10 000 € pour les projets de terrain et d'intérêt général) ? - Dans le cas où un bien matériel est valorisé, la méthode d'amortissement est-elle conforme aux règles de la comptabilité générale ?		

- Si le matériel n'a pas uniquement été utilisé pour le Projet, seule une part des coûts réels est-elle allouée au projet ? Cette part est-elle calculée selon une méthode équitable et justifiée ?		
<u>Expertises externes</u> - Les dépenses sont-elles liées aux éléments prévus sur cette ligne budgétaire d'après les caractéristiques mentionnées dans la demande de financement ? - Le recours à l'expertise externe a-t-il été réalisé en conformité avec les règles de mise en concurrence et de passation stipulées dans la convention ?		
<u>Taux de change</u> - La méthode de conversion appliquée par Sport Impact a-t-elle été expliquée et le taux vérifié ? - Sport Impact a-t-il spécifié la manière dont il utilisera les sommes générées par les gains de change et compensera les pertes de change pendant la durée de mise en œuvre du projet ?		

2. LIVRABLES ATTENDUS	Oui, transmis à l'AFD	Non, pourquoi ?
Un rapport d'audit des dépenses apportant des commentaires sur chacun des contrôles ainsi que le montant des dépenses déclarées éligibles et incluant notamment une évaluation sur les éventuels appels d'offre, les rétrocessions et les valorisations réalisées au cours du projet.		
Une lettre de management reprenant les principales conclusions du rapport de vérification des dépenses et formulant les principales recommandations.		

XI.2 Déclaration d'Intégrité, d'Éligibilité et de Responsabilité Environnementale et Sociale

Intitulé de la cotation _____ (le "**Marché**")

A : _____ (le "**Maître d'Ouvrage**")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"**AFD**") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation du Marché et de son exécution. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, et nos sous-traitants. Selon qu'il s'agit d'un Marché de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client, Entrepreneur ou Acheteur.
2. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom¹, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes dans l'un des cas suivants :
 - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 Avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une sanction administrative définitive, d'une condamnation définitive prononcée par une autorité compétente, ou de toute autre résolution hors procès² ayant notamment un effet extinctif de l'action publique, soit (i) dans le pays dans lequel nous sommes établis, (ii) dans le pays de réalisation du Marché, (iii) dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD, (iv) prononcée par une institution de l'Union européenne ou (v) prononcée par une autorité compétente en France, pour :
 - a) des faits de Pratiques prohibées, telles que définies à l'article 6.1 ci-après, ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, condamnation, ou résolution hors procès, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité des informations complémentaires, tel un projet de conformité, pour justifier que nous (ou la personne agissant en notre nom, le membre de notre groupement, ou notre sous-traitant) considérons que la sanction, condamnation ou résolution n'est pas pertinente dans le cadre du Marché, le cas échéant) ;
 - b) des faits de participation à une organisation criminelle, d'infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, de travail des enfants, ou autres infractions liées à la traite des êtres humains ;
 - c) avoir créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement ou (ii) pour le fait d'être une entité créée dans l'intention de se soustraire à de telles obligations ;
 - 2.3 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à ses torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché, sous réserve que cette résiliation n'ait pas fait l'objet d'une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses torts exclusifs ;

¹ Dirigeants (incluant notamment toute personne membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle), employés ou agents (qu'ils soient déclarés ou non).

² Dont notamment les Convention Judiciaire d'Intérêt Public (CJIP), décision faisant suite à une Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité (CRPC), accord de résolution négociée ou toute autre forme similaire de transaction mettant un terme aux poursuites.

- 2.4 Faire l'objet d'une mesure d'inéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010³ (dans l'hypothèse d'une telle mesure d'inéligibilité, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'inéligibilité n'est pas pertinente dans le cadre du Marché), le cas échéant ;
 - 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales selon les dispositions légales de notre pays d'établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
 - 2.6 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ni nos actionnaires directs ou indirects, ni nos filiales, agissant avec notre connaissance ou consentement :
 - a) n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 - b) n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 - c) n'est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales prononcée par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.
 4. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes [ni n'avons été (*en cas de refinancement d'un marché déjà attribué*)] dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
 - 4.1 Etre un actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre candidat, soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre candidat, soumissionnaire ou consultant nous permettant (i) d'avoir donné, et/ou de donner accès à des informations contenues dans nos candidatures, offres ou propositions respectives de nature à fausser le jeu de la concurrence, (ii) de les influencer, ou (iii) d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
 - 4.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, est ou pourrait être incompatible avec la mission envisagée pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
 - 4.5 Avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a préparé des spécifications, termes de références et autres documents qui ont été utilisés dans le cadre de la procédure de passation du présent Marché, et qui contiennent des dispositions de nature à favoriser une candidature, offre ou proposition ;
 - 4.6 Avoir accès ou eu accès, avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a accès, eu accès, ou préparé des spécifications, plans, calculs, études et autres documents qui n'ont pas été communiqués à l'ensemble des candidats, soumissionnaires ou consultants dans le cadre de la présente passation de Marché, et qui confèrent ainsi un avantage compétitif indu ;

³ Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement, Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement et Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

- 4.7 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un Marché de travaux, équipements ou fournitures, être soi-même recruté, ou devoir l'être (ou que l'une des entreprises auxquelles nous sommes affiliées le soit, ou doive l'être), pour effectuer la supervision ou le contrôle des prestations dans le cadre du Marché.
5. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 6.1 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'avons commis ni ne commettrons de Pratique prohibée telle que définie dans le document intitulé "Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées", disponible sur le site Internet de l'AFD⁴.
- 6.2 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'allons acquérir ou fournir [n'avons acquis ou fourni (*en cas de refinancement d'un marché déjà attribué*)] de matériel ni intervenir [ne sommes intervenus (*en cas de refinancement d'un marché déjà attribué*)] dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.
7. Nous nous engageons à, et nous nous engageons à ce que quiconque agissant en notre nom², tout membre de notre groupement, tout sous-traitant s'engage à :
- 7.1 respecter les normes environnementales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la végétation, la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes et biens, résultant de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, en cohérence avec les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du Marché.
- 7.2 mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage, et à ce que les émissions, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités respectent les limites, les spécifications ou les prescriptions applicables au Marché.
- 7.3 respecter les droits des travailleurs relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux normes reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'organisation internationale du Travail (OIT), en cohérence avec les lois et réglementations applicables au pays de réalisation du Marché ; indiquer ces éléments dans un document annexé aux contrats de travail de nos employés et à la disposition du Maître d'Ouvrage ; et respecter et faciliter les droits des travailleurs pour s'organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects.
- 7.4 mettre en place des pratiques de non-discrimination et d'égalité d'opportunités, et à assurer l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
- 7.5 maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignait les heures travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations suivies, et à ce que ces dossiers soient disponibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et les représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du Marché.
8. Nous-mêmes, quiconque agissant en notre nom², les membres de notre groupement, nos sous-traitants, nos actionnaires directs ou indirects, et nos filiales, autorisons l'AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché, y compris, mais sans s'y limiter, nos processus et procédures internes liés au respect des sanctions internationales

⁴ A titre informatif, cette politique est accessible via le lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption>

prononcées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par l'AFD.

9. Nous déclarons que nous avons payé, ou que nous paierons, des commissions, avantages, honoraires, gratifications ou frais en rapport avec la procédure de passation du Marché ou de l'exécution du Marché au profit de la/des tierce(s) personne(s) suivante(s) (comme par exemple un intermédiaire/agent)(*) :

Nom du bénéficiaire	Coordonnées	Motif	Montant (Préciser la devise)
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

(*) : Si aucune somme n'a été payée ou ne doit être payée, indiquer "Aucune".

10. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de⁵ : _____

Signature : _____

En date du : _____

⁵ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, du consultant ou du candidat joindra à celle-ci le pouvoir qui lui est confié par ledit soumissionnaire, consultant ou candidat.